



Adresse postale : Hôtel Municipal, 7 rue du Major Martin 69001 LYON

Courriel : cil.cpi@yahoo.com

Site Internet : <http://associationcpi.e-monsite.com>

Compte X (ex-Twitter) : <https://x.com/Comitepresquile>

REVUE DE PRESSE

18 octobre 2026

Chers amis du CIL Centre Presqu'île,

Voici comme chaque semaine la revue de presse du CIL-CPI, dont nous vous rappelons qu'elle ne peut être envoyée qu'aux membres à jour de leur cotisation en 2026. Toute autre diffusion est interdite.

N'hésitez pas à réagir par mail à celui par lequel vous avez reçu cette revue de presse, nous serons heureux de prendre en compte vos avis et suggestions qui pourront orienter nos actions auprès des pouvoirs publics.

52 revues de presse ont été réalisées en 2025, à partir des versions numériques des 7 médias suivants :

LE PROGRES

Crédit mutuel via groupe EBRA

TRIBUNE DE LYON

Rosebud SARL

LYON MAG
.com

Espace Group

L'ESSENTIEL
LYON

Dirigeants du Groupe Bolloré

actu
Lyon

Groupe Publihebdos
filiale SIPA Ouest France

LYON
CAPITALE

Christian Latouche
FIDUCIAL

nouveau
LYON
LE MAGAZINE

Indépendant

Rue89Lyon

Xavier Niel – Matthieu Pigasse

Scènes de chaos en marge de la mobilisation du 17 octobre

Lyon dévastée



La mobilisation du 17 octobre a tourné au chaos dans plusieurs villes de France dont Lyon. En marge des cortèges qui ont rassemblé 20000 personnes, la Presqu'île a été la proie de scènes de pillage de commerces et de bâtiments dont l'office du tourisme détruit par les flammes. Photo Maxime Jegat Pages 2 à 11

L'Office de tourisme mis à sac puis incendié par des casseurs

C'est tout un pan de l'histoire de Lyon et de la place Bellecour qui vient de disparaître avec l'incendie volontaire de l'Office de tourisme. Construit en 1852, il était, à l'origine, un pavillon militaire.

Il était aux environs de 14h30 quand un incendie a été allumé à l'intérieur de l'Office de tourisme de Lyon, place Bellecour. Cela faisait déjà plusieurs minutes que des jeunes cagoulés s'en prenaient au bâtiment. Ils avaient commencé par démonter l'enseigne en lettres dorées, installées sur le toit du bâtiment.

Sur la place, d'autres individus lançaient des projectiles et des mortiers d'artifice contre les forces de l'ordre, qui ont répliqué par des gaz lacrymogènes et des grenades de désencerclement. La police a fait usage de canons à eau à plusieurs reprises pour disperser des manifestants qui tiraient des projectiles sur les policiers et se trouvaient à l'entrée ou à proximité de la place.

Il avait abrité des militaires puis des policiers

Dans ce contexte très tendu, les sapeurs-pompiers ont eu des difficultés à accéder au bâtiment déjà en proie aux flammes. Les soldats du feu ont dû interrompre leur manœuvre au milieu des affrontements et n'ont pu éteindre le sinistre qu'une fois leur intervention sécurisée par la police.

Avec cette destruction, c'est tout un pan de l'histoire lyon-



Le bâtiment de l'Office de tourisme, situé place Bellecour, à Lyon, a été détruit par des casseurs qui l'ont volontairement incendié ce samedi 17 octobre. Photo Maxime Jegat

naise qui disparaît. Patrimoine de la Ville de Lyon, le bâtiment était loué par Only Lyon. Construit en 1852 par le célèbre architecte lyonnais Tony Desjardin, ce bâtiment fut en premier lieu un pavillon militaire. Il abritait alors un corps de garde et avait sur son fronton le dieu Mars, sculpté par Fabish (buste supprimé en 1956). Il servit ensuite de poste de police central pour la place et ses environs.

En 1924, la municipalité cède le pavillon Est au Syndicat d'Initiative de Lyon. Restauré en 1945, il prend le nom de « Maison du Tourisme ». C'est en 1970 qu'il devint Office de tourisme,

Entièrement restauré en 2015

Afin de répondre au flux grandissant de visiteurs, le pavillon a bénéficié d'une profonde restructuration intérieure en 2015, menée par l'architecte Damien Carreres. Les volumes avaient été repensés pour créer « un espace d'accueil moderne, lumineux et connecté », expliquait alors Only Lyon, la structure chargée du tourisme dans la Ville des Lumières. Peintures, décoration, isolation thermique et acoustique : tout avait été

changé y compris l'ambiance sonore et olfactive avec la diffusion du parfum « Lovely Lyon ».

Le pavillon du tourisme a un bâtiment jumeau sur la place, appelé Le Rectangle, qui a abrité un café (« La Maison Dorée »), puis une salle d'expositions très connue des Lyonnais avant d'être fermé au public. Après une série de travaux, il a été aménagé pour abriter les bureaux administratifs d'Only Lyon Tourisme et Congrès.

● S.M. avec AFP

« Les images sont choquantes, les manifestants place Bellecour ont été mis en danger »

Grégory Doucet, maire de Lyon

« C'est à la fois désolant et effrayant » : les élus réagissent au saccage

Le maire écologiste de Lyon, Grégory Doucet a réagi sur son compte Instagram. « Les images sont choquantes, les manifestants place Bellecour ont été mis en danger. Je condamne fermement ces scènes de violences inacceptables. Nos bâtiments publics sont des biens communs, les vandaliser, c'est s'en prendre aux Lyonnaises et aux Lyonnais. J'adresse tout mon soutien aux commerçants pris pour cible, aux policiers et sapeurs-pompiers qui interviennent actuellement ».

La présidente de la Métropole de Lyon, Véronique Sarselli clame, quant à elle, : « Quand on voit les images, c'est à la fois désolant et effrayant. Ce sont des groupes violents, organisés, tout à fait déterminés à détruire l'espace public. On voit que ce sont des personnes qui sont loin d'être des lycéens et des gens inquiets pour leur pouvoir d'achat. On voit tout autre chose. Pour le bâtiment de l'Office de tourisme, la vision est totalement désolante. La Métropole est locataire des lieux, et nous

avons demandé aux personnels de l'Office de ne pas aller travailler aujourd'hui. »

Pierre Oliver, le maire Les Républicains du 2^e arrondissement, a lui aussi commenté : « Je suis dépité de voir nos symboles qui sont attaqués sans revendications par des gens qui cassent et qui pillent. Je suis en colère et j'espère que les sanctions seront à la hauteur des dégradations et que les condamnations seront extrêmement fermes contre tous ceux qui s'en prennent à la République. »



L'Office de tourisme de Lyon a été saccagé par des groupes violents. Photo Maxime Jegat

Le pavillon de Bellecour à Lyon, 174 ans d'histoire partis en fumée

samedi 17 octobre 2026 à 16h17 Par Alexis ANDRE



Détruit par un incendie ce samedi après-midi en marge de la mobilisation du 17 octobre, le bâtiment de l'office de tourisme n'était pas qu'un comptoir d'accueil. Corps de garde militaire, poste de police puis vitrine touristique de la ville, il veillait sur la place depuis le Second Empire.

Il a fallu une heure. Saccagé vers 14 h 30, interdit d'accès aux pompiers par des individus hostiles jusqu'à 15 heures, le pavillon de la place Bellecour était déclaré détruit à 15 h 30. Avec lui disparaît l'un des deux plus anciens édifices de la place.

Les deux pavillons jumeaux qui ferment le côté sud de Bellecour datent du début des années 1850, 1852 selon l'office de tourisme lui-même. On les doit à Tony Desjardins, né à Lyon en 1814 et mort en 1882, que le préfet Claude-Marius Vaïsse nomme architecte en chef de la Ville en 1854.

Le nom ne dit plus grand-chose aux Lyonnais, mais le travail, si. C'est Desjardins qui mène la restauration générale de l'Hôtel de Ville à partir de 1854, dessine en 1858 et 1859 les premières Halles de Lyon à structure métallique, relève la nef de la primatiale Saint-Jean et lui donne ses flèches néogothiques, agrandit d'une aile le Palais des Arts devenu musée des Beaux-Arts et restaure le théâtre des Célestins. Une bonne partie de ce que le visiteur photographie aujourd'hui en Presqu'île est passée entre ses mains. La chute de l'Empire lui coûtera son poste.

Le pavillon qui a brûlé n'a pas été conçu pour renseigner les touristes. À l'origine, c'est un bâtiment militaire : un corps de garde, posté au bord d'une place qui servait alors autant aux revues qu'à la promenade. Son fronton portait un Mars sculpté par Joseph-Hugues Fabisch, l'auteur de la Vierge dorée de Fourvière. Le buste du dieu de la guerre en a été déposé en 1956, et le fronton n'a jamais retrouvé son décor.

Après l'armée, la police. Le pavillon sert de poste avant de changer de vocation en 1924, lorsqu'il est remis au Syndicat d'initiative, jusque-là installé au 19 de la place. Restauré en 1945, il devient la Maison du Tourisme, puis l'Office de tourisme en 1970. Depuis, des générations de visiteurs y ont pris un plan ou demandé où déjeuner.

Son jumeau, à quelques dizaines de mètres, a connu une trajectoire plus festive. Il abrite d'abord une gargote, celle du père Lathuille, tenue par une patronne que l'on surnommait la reine des tilleuls, en souvenir des arbres qui bordaient la place avant les marronniers. La tradition veut que Baudelaire ait compté parmi les clients. Le lieu devient ensuite, pour près d'un siècle, un café-restaurant dansant, la Maison Dorée. Racheté par la Ville, il finit en salle d'exposition sous le nom de Maison de Lyon, puis du Rectangle.

Deux pavillons, deux destins : l'un pour la garde, l'autre pour la fête. Ils encadrent depuis cent soixante-quatorze ans une place qui a souvent changé de visage — statue équestre fondue à la Révolution puis refaite, tilleuls remplacés par des marronniers, parking creusé dessous, esplanade minérale critiquée pour son absence d'ombre.

Reste la question que personne n'a encore posée publiquement : que fait-on d'un bâtiment de 1852 détruit par le feu ? Une reconstruction à l'identique supposera des relevés, des financements et des années. Le pavillon n'était pas classé, mais il appartenait au paysage quotidien d'une place qui, elle, est protégée.

Lyon a l'habitude de rebâtir ce qu'elle a perdu. Elle a moins l'habitude de perdre en une heure ce qui avait tenu cent soixante-quatorze ans.



Émeutes du 17 octobre : Lyon se réveille avec la gueule de bois

• 18 octobre 2026 À 11:11 - Mis à jour À 12:07 par Guillaume Lamy

Pillage, saccage, foule hors de contrôle : après la nuit du 17 octobre, Lyon panse ses plaies et s'interroge sur la suite. Panorama en images des dégâts.

Sidération. Ahurissement. Stupéfaction. Effarement. Consternation. Peur. Les mots sont saisissants. Choisis.

Dimanche 18 octobre, au petit matin, quelques passants constatent, incrédules, les dégâts rue de la République, artère commerçante principale de Lyon et épïcentre des émeutes de la veille. Tout n'est que ruine. Verre brisé, gravats, pavés, détritux : le sol porte les stigmates d'une nuit de chaos, et partout traînent les restes d'un pillage effréné. Boîtes de chaussures vides, cintres tordus, emballages déchirés : la rue a des airs de cargaison renversée, livrée à la curée. Rue Edouard Herriot, rue Gasparin, place des Jacobins, rue Emile Zola, place de la République, Passage de l'Argue, rue Victor Hugo, rue Grolée, rue Confort, rue Jean de

Tournes, rue Childebert et quelques magasins très ciblés rue de Brest, rue de Grenette et dans d'autres rues, la même désolation.

Le chaos s'est concentré dans un mouchoir de poche, au cœur de la Presqu'Ile, le coeur battant de la ville.

Sur place, des agents de nettoyage sont déjà à l'œuvre. Eux-mêmes semblent atterrés par l'ampleur du désastre. *"Ils ont tout cassé, tout pillé... Franchement, c'est la misère"*, lâche l'un d'eux. Un collègue, plus inquiet, enchaîne : *"Ça me fait peur. C'est quoi, la suite ? Ils vont entrer dans les immeubles ?"*

Sur ce champ de ruines tombe une bruine froide et silencieuse. On voudrait y voir un signe : le ciel qui tente d'effacer les outrages de la nuit.

Lyon a connu, samedi 17 octobre, une nuit d'un autre temps, livrée à une fureur sans bornes. Pillage, saccage, foule hors de contrôle, une ville mise à sac par des casseurs et des pillards. Une nuit sans précédent, qui restera gravée dans la mémoire de la ville.

Pour l'heure, c'est la consternation qui l'emporte. Lyon se réveille avec la gueule de bois.



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy

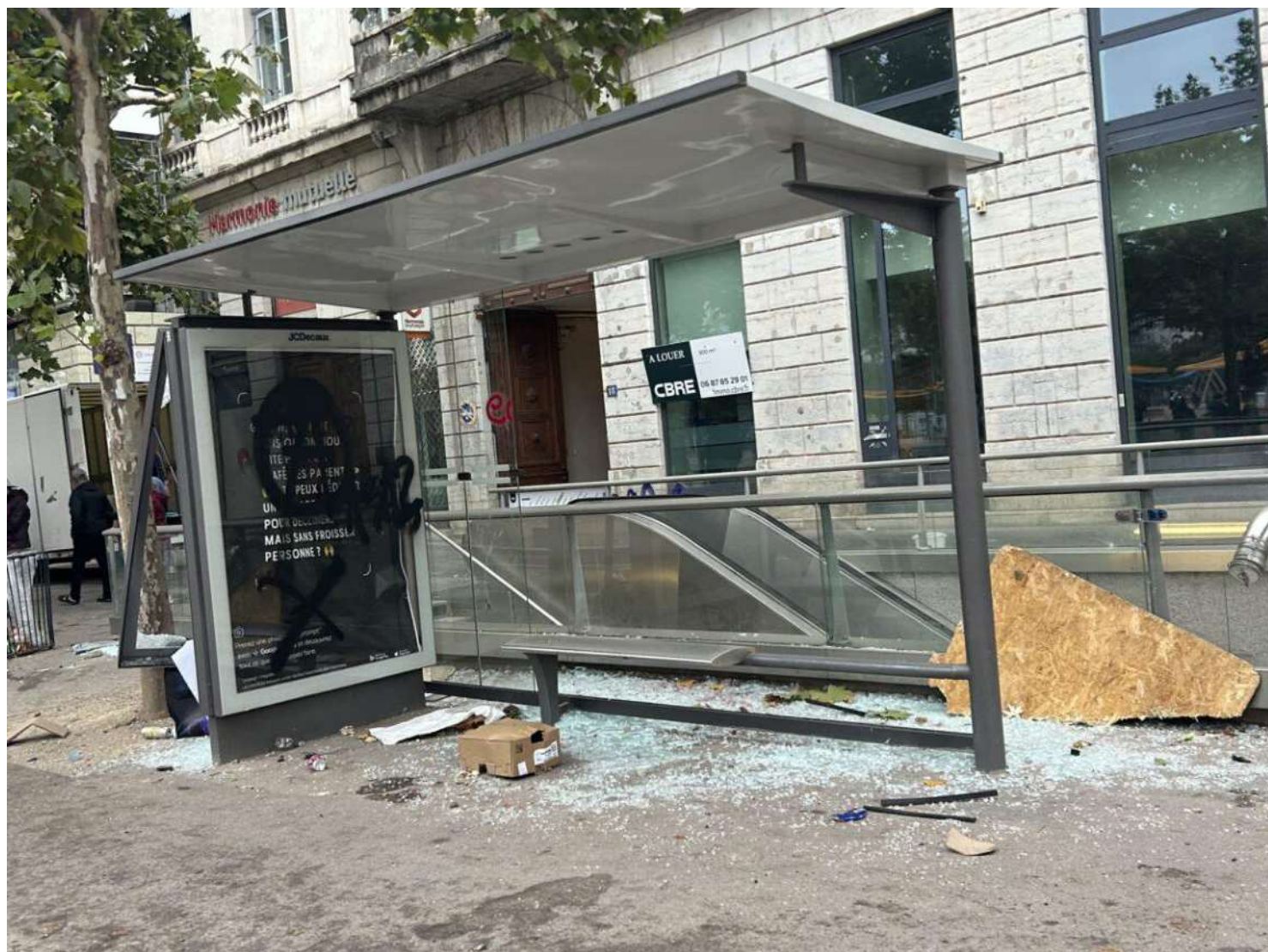


L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy

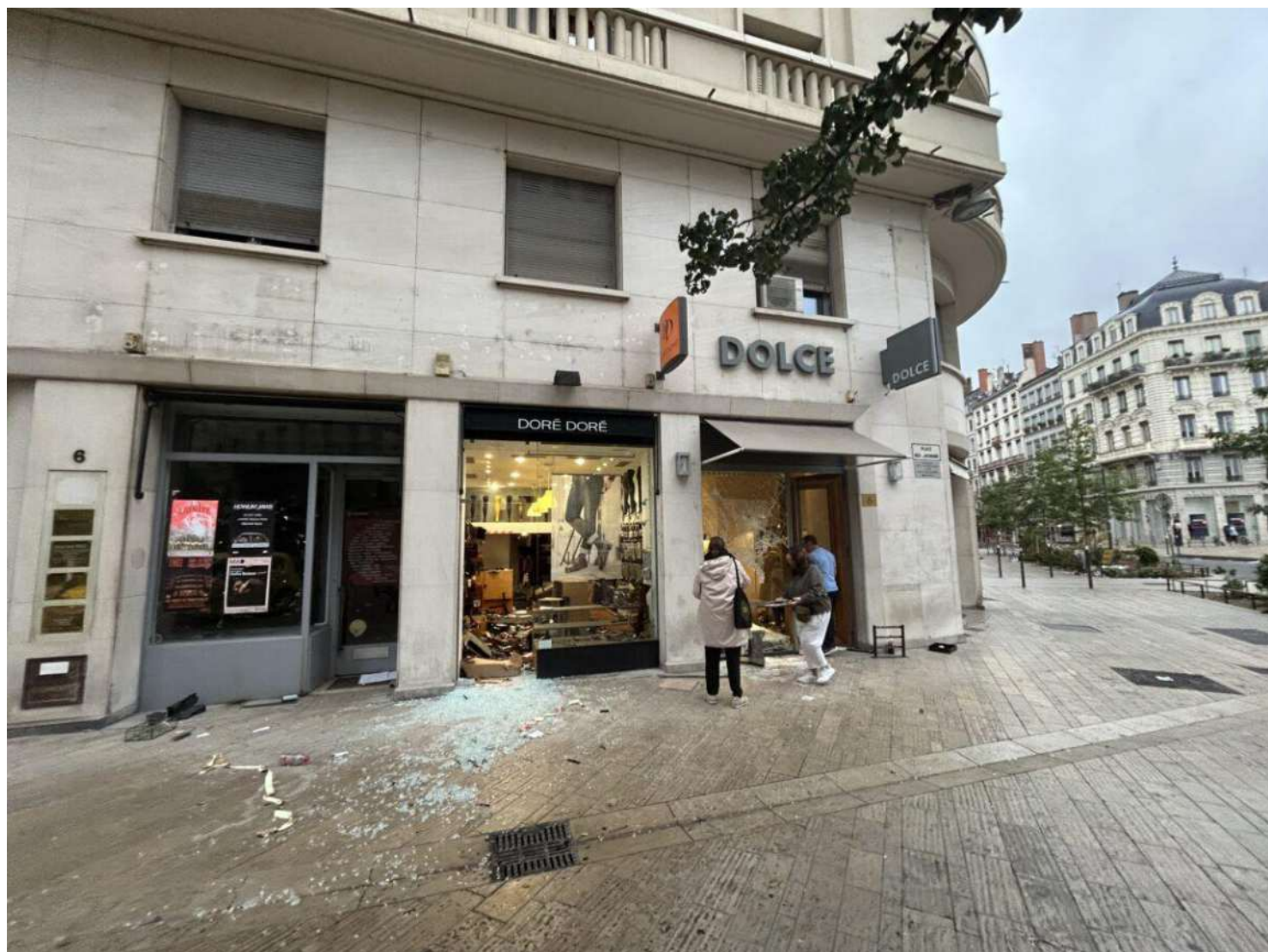




L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



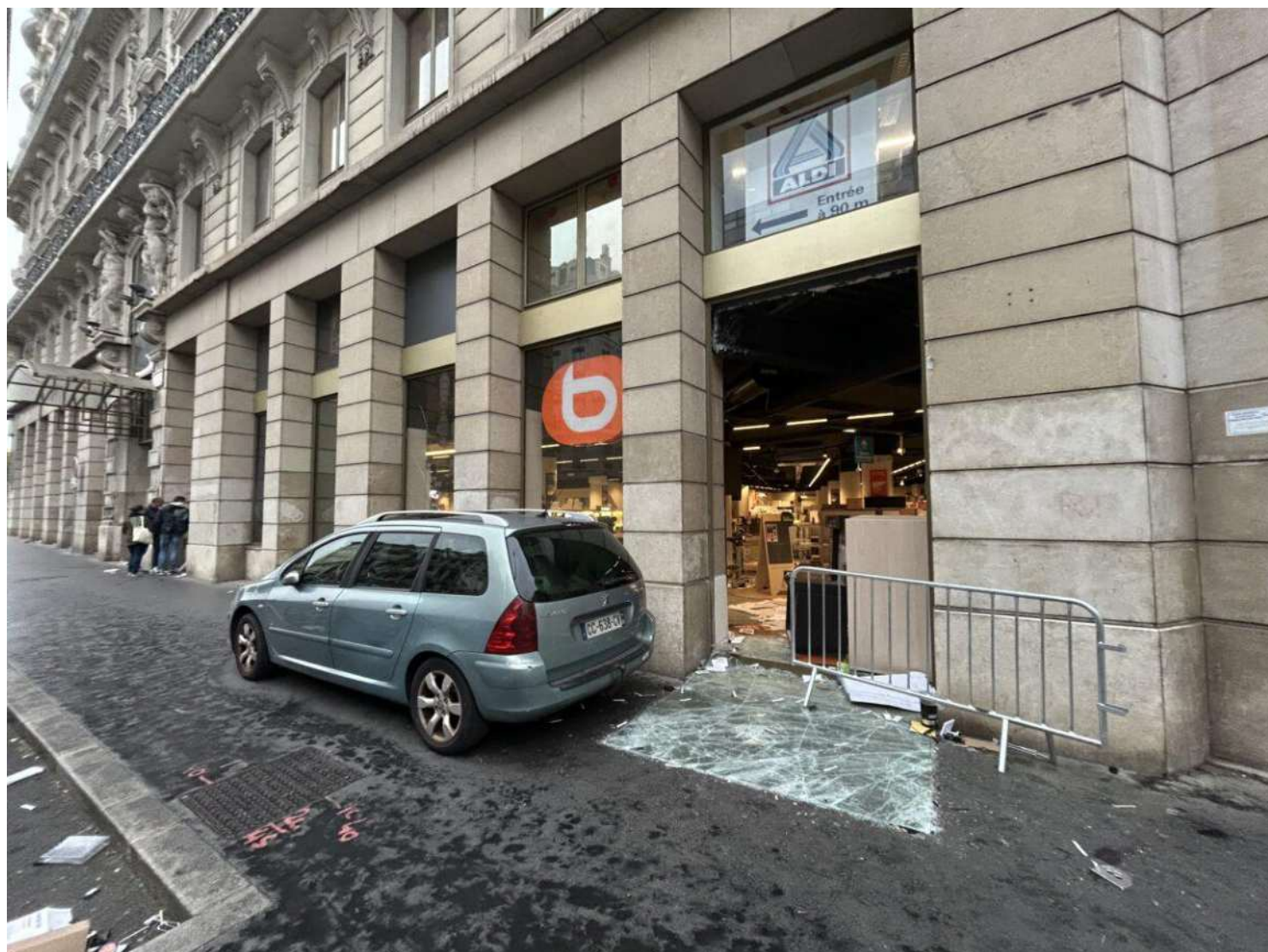
L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après

émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



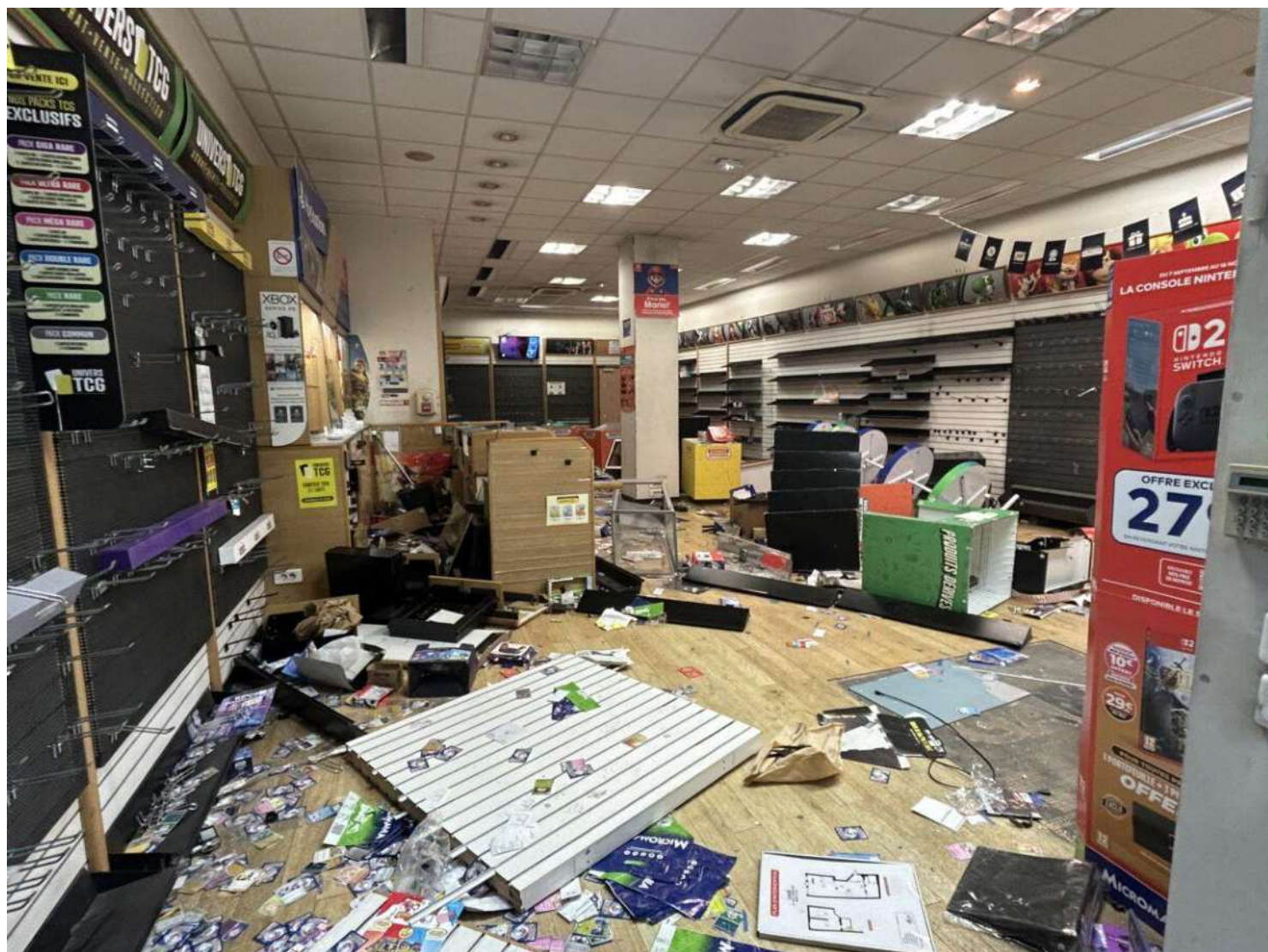
L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



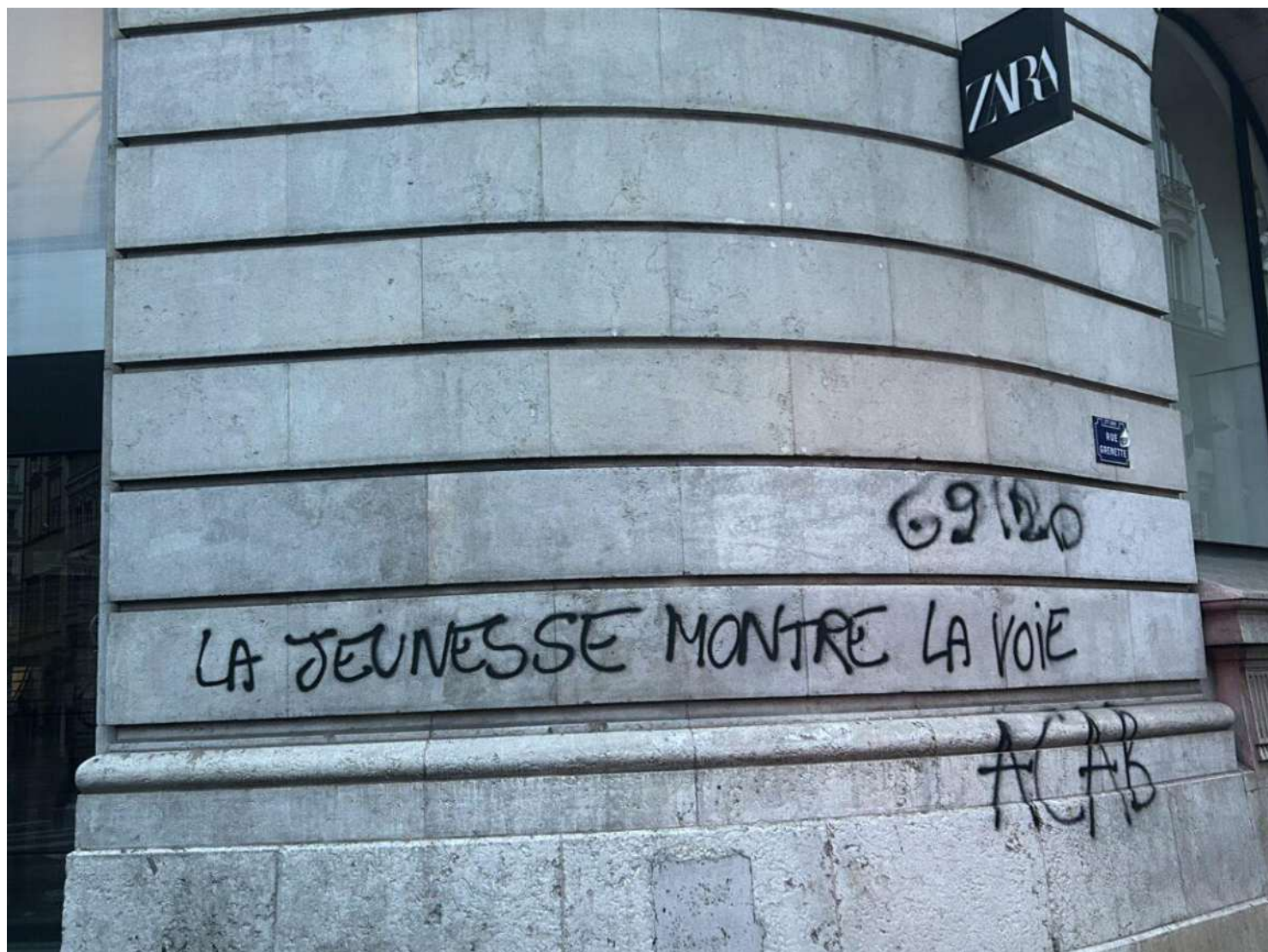
L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



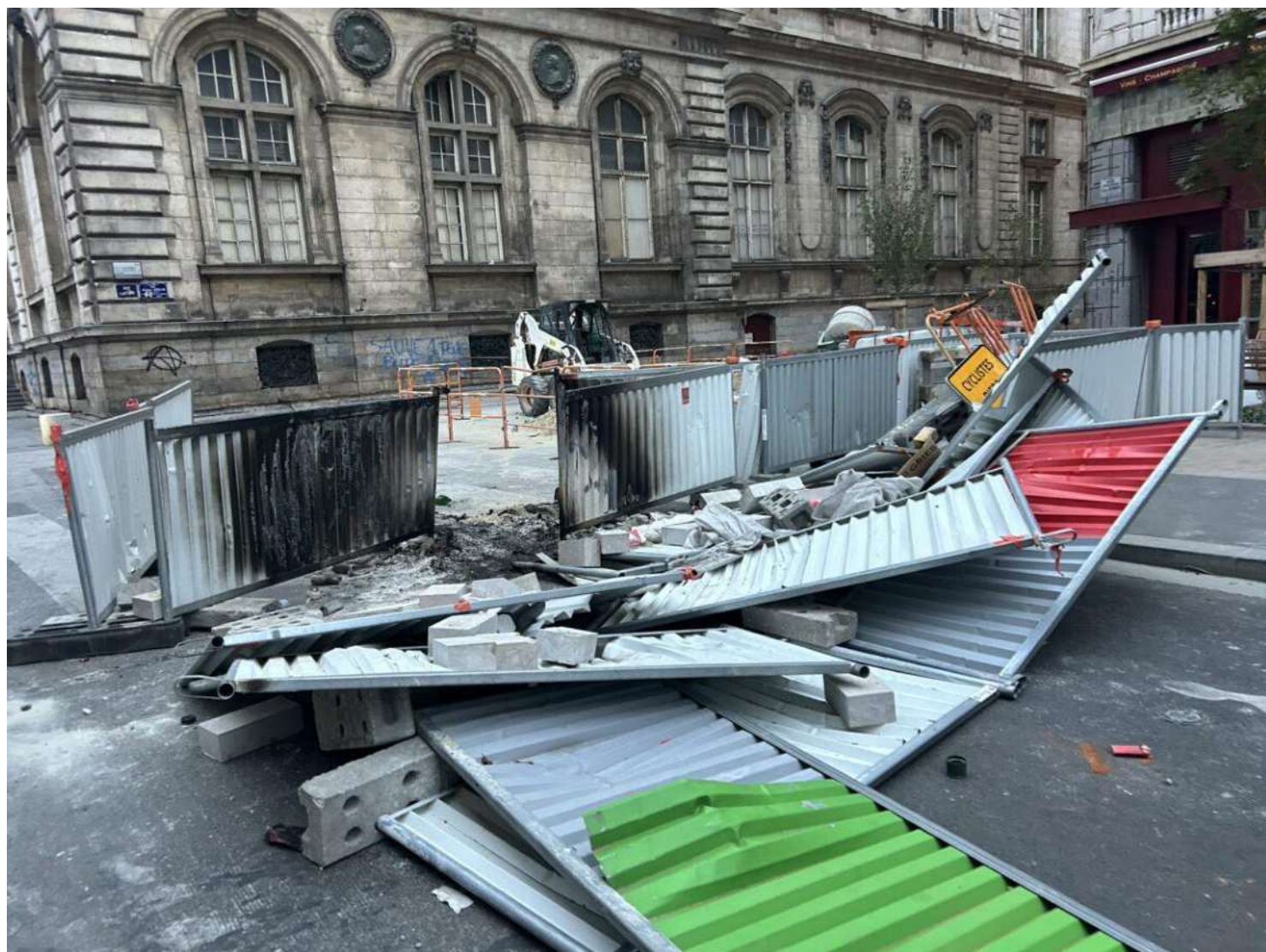
L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après

émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy

Lyon (Rhône), samedi 17 octobre 2026. Quai du Docteur-Gailleton (2e), une fleuriste d'Amarylice dans sa boutique saccagée, dont la caisse a été arrachée par les pillers. « Nous, on ne cherche pas la violence, on veut juste travailler. » (©Ludivine Caporal / actu.fr)

Par [Pierre Chemel](#) Publié le 17 oct. 2026 à 23h03



Elles préparaient une commande quand le groupe est entré ce 17 octobre en milieu d'après-midi. « Ils ont tout cassé, ils voulaient nous frapper », raconte, **encore sous le choc**, la fleuriste d'Amarylice, quai du Docteur-Gailleton, dans le 2e arrondissement de [Lyon](#). « Ils nous ont volé la caisse, ils l'ont arrachée. On a beau leur dire qu'on est fleuristes indépendants, ils s'en foutent complètement. On est rien pour ces gens, en fait. »

Comme elle, **des dizaines de commerçants de la Presqu'île font les comptes** ce samedi 17 octobre 2026, au soir d'une journée de mobilisation contre la vie chère **qui a viré au chaos**. Le préfet du Rhône condamne un « niveau de violence inédit ».

Plus de 20 000 personnes s'étaient rassemblées peu avant 14 heures autour de Bellecour, du cours Gambetta et de la Guillotière, selon la préfecture. C'est autant que le 6 octobre, la plus grosse manifestation depuis le début de la mobilisation lycéenne. Et cette fois, **aucune déclaration n'avait été déposée** : ni organisateur, ni parcours. À 19 heures, les autorités recensaient vingt interpellations, moins que lors de certaines journées de blocage des lycées (45 le 29 septembre, par exemple).

Un bâtiment de 1852 réduit en cendres

Tout a basculé place Bellecour. Dès 13 heures, les CRS bouclaient les accès, et la place a été noyée sous les gaz lacrymogènes avant même l'heure du rassemblement. Vers 14h30, **l'office de tourisme a été pillé puis incendié**. Les vitres ont éclaté une à une sous l'effet de la chaleur, devant une foule nombreuse. Une statue du célèbre **Paul Bocuse**, l'un des symboles de Lyon, a été dégradée et traînée par terre, abandonnée sur le sol de la place. Pendant de longues minutes, les pompiers n'ont pas pu approcher de ce pavillon de 1852, ancien corps de garde. Selon la préfecture, **les attaques contre les forces de l'ordre** ont empêché leur intervention.

Les pillages ont ensuite gagné toute la Presqu'île. Hugo Boss, place des Jacobins, et The Kooples, rue du Président-Édouard-Herriot, ont été pillés puis incendiés. Le Printemps, Louis Vuitton, H&M, Jules, Decathlon City, New Balance, Sephora, Lancel, Afflelou... Au total, **plusieurs dizaines d'enseignes ont été visées**, jusqu'au centre commercial Confluence peu après 17 heures. Les vitres de **l'hôtel de ville** ont été brisées, **la fontaine des Jacobins** couverte de tags et **le McDonald's** de la Guillotière incendié.

À lire aussi

- [Manifestation du 17 octobre à Lyon : pillages en série, Presqu'île saccagée, une violence « inédite »](#)

« Les flics, ça fait six fois qu'on les appelle »

Chez Amarylice, l'équipe avait pourtant été prévenue. « Un monsieur nous avait dit : vous êtes près du Sofitel, donc vous vous ferez casser. » **L'hôtel voisin a lui aussi été attaqué.** « Les flics, ça fait six fois qu'on les appelle. J'en peux plus », souffle la fleuriste. « Nous, on ne cherche pas la violence, on veut juste travailler. Ma mère a 70 ans, elle travaille tous les jours. » Pendant le mouvement des gilets jaunes, la boutique avait déjà subi de la casse, « mais moins qu'aujourd'hui ».

Rue de Brest, rue de la République, Victor-Hugo, Edouard-Herriot, des groupes ressortaient des magasins **les bras chargés, sans policier visible** pendant de longues minutes. « On fait au mieux », a répondu un agent à des commerçants qui l'appelaient à l'aide.

Interrogée sur le faible nombre d'interpellations, la préfecture explique avoir donné la priorité à la protection des personnes, notamment quand des commerces brûlaient au pied d'immeubles d'habitation. « L'intervention et la dispersion. Les interpellations ensuite », résume-t-elle. Elle attribue les violences à des groupes « guidés » par des membres de « mouvances radicales d'ultra gauche et autonomes ».

Aucun bilan officiel des blessés n'a été communiqué. Un policier a été évacué près de Bellecour, et une autre personne emmenée sur un brancard par les pompiers.

« Une horde de barbares »

« Les images sont choquantes, les manifestants place Bellecour ont été mis en danger », a réagi le maire de Lyon, **Grégory Doucet** (Les Écologistes). « Nos bâtiments publics sont des biens communs, les vandaliser c'est s'en prendre aux Lyonnaises et aux Lyonnais. » La présidente de la Métropole, Véronique Sarselli, juge sur X que « tout cela est inacceptable », en précisant que l'office de tourisme est « détruit » et que la statue de Paul Bocuse a été « dégradée ».

L'opposition municipale de droite et du centre, elle, passe à l'offensive. Le groupe Lyon Ensemble, présidé par Laurence Croizier, estime que la ville « a semblé avoir été livrée à une horde de barbares ». Il réclame « sans délai » un conseil municipal pour que le maire détaille les moyens engagés par la Ville, à commencer par le nombre de policiers municipaux mobilisés. **Le groupe accuse la majorité de proximité avec l'ultragauche**, en rappelant son accord avec LFI pour conserver la mairie. Il demande aussi à Grégory Doucet de renoncer à la hausse des tarifs d'occupation du domaine public par les commerces, prévue au conseil du 19 novembre. Membre du groupe, le maire du 2e **Pierre Oliver** exige des sanctions « exemplaires ».

À gauche, la députée LFI du Rhône **Anaïs Belouassa-Cherifi** condamne l'incendie et les pillages, qui « ne peuvent être nos moyens d'action », tout en dénonçant des « choix désastreux en matière de maintien de l'ordre » et des **violences policières** contre des manifestants pacifiques.

La députée RN **Tiffany Joncour** accuse LFI de souffler « sur les braises ». Le maire Horizons de Rillieux-la-Pape, Alexandre Vincendet, s'en prend à Jean-Luc Mélenchon, qui décrivait une foule « calme et joyeux partout quand les policiers ne sont pas là » : « Les pillages, les incendies, les agressions j'imagine que c'est aussi la police ? Honte à vous ! »

550 000 manifestants en France

Selon le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, cité par l'AFP, 550 000 personnes ont manifesté en France (800 000 selon les organisateurs), dont 110 000 à Paris et 20 000 à Nantes. Le ministre fait état d'environ 400 interpellations et dénonce « la patte de l'ultra-gauche ». À Limoges, la mairie, un édifice du 19e siècle, a été la proie des flammes. « Nous ferons tous bloc face aux semeurs de chaos », a réagi Emmanuel Macron sur X. À Saint-Étienne, un manifestant a eu la main arrachée par une grenade des forces de l'ordre.

Les violences ont déjà une conséquence pour dimanche : à la demande de la préfecture, la **Marche pour la paix interreligieuse** prévue le 18 octobre à Lyon est reportée à une date ultérieure, a annoncé l'archevêque, Mgr Olivier de Germay.

LYON

Incendies, pillages, cortèges sauvages... la Ville perd ses Lumières

Jérôme Gallo



À partir de 14 heures, le rassemblement sauvage place Bellecour a tourné à l'affrontement entre les forces de l'ordre et les casseurs qui ont incendié l'Office de tourisme. Photo Maxime Jegat

Ce samedi 17 octobre s'est transformé en samedi noir à Lyon. À Bellecour, la manifestation lancée sur les réseaux sociaux s'est embrasée. Avant que des centaines de pillers ne sèment le chaos en Presqu'île.

Les rideaux de fer sont défoncés, les vitrines éventrées, les magasins pillés. Ce samedi 17 octobre, la Presqu'île de Lyon a été livrée au chaos. Rue de la République, rue Grolée, rue Herriot, et dans bien d'autres, des centaines de pillers cachés sous leurs capuches noires et leurs masques, ont attaqué les boutiques. Les unes après les autres. À chaque fois qu'une porte céda sous les coups des extincteurs, ils criaient leur victoire, avant de s'engouffrer dans le magasin et d'en ressortir illico, les bras chargés de cartons, de vêtements ou de bijoux. Les forces de l'ordre, elles, restaient à distance, semblant dépassées par l'ampleur et la multiplicité des attaques.

Annoncée depuis un mois sur les réseaux sociaux, la journée de mobilisation du 17 octobre réservait bien des inconnues. Elle n'a livré qu'un flot de violences, rendant inaudibles les revendications des 20 000 manifestants comptabilisés par la préfecture. Aucun rassemblement

n'avait été autorisé la veille. Alors dès le matin, ce sont des cortèges sauvages qui se sont confrontés aux CRS, en particulier quai Augagneur. Mais, autour de 14 heures, place Bellecour, les événements ont dégénéré.

Sans la présence des syndicats et de leur service d'ordre, aucune revendication ne se faisait entendre. Sans slogan, dans un silence presque irréel, on entendait seulement résonner les tirs de mortier d'artifices visant les CRS, et leurs répliques, à coup de lacrymogènes et de grenades assourdissantes.

Coincés sur la place, des centaines de casseurs sont alors partis à l'assaut de l'Office de tourisme, bâtiment historique de la place Bellecour depuis le XIX^e siècle. Jetée dehors, la statue de Paul Bocuse n'a pas vu les premières flammes embraser les locaux.

• Des revendications parties en fumée

Très vite, une énorme colonne de fumée noire montait dans le ciel de Lyon. Les manifestants, eux, se massaient près de l'incendie, empêchant l'intervention des pompiers. Et les quelques lacrymos n'étaient pas suffisantes pour dégager un corridor.

Devant ce chaos, Jean-Luc et Isabelle, élus CFDT, voyaient leurs revendications partir en fumée. « Voilà tout ce qu'on va retenir », se désespéraient-ils. Pour d'autres manifestants, ces actes de violences étaient inéluctables. « On est déçu de voir l'office partir en flammes. Mais depuis le début du mouvement, le peuple n'est pas écouté. Cela mène à ces conséquences », estiment trois étudiants de Lyon 2.

Certaines boutiques s'étaient préparées au pire en calfeutrant leurs vitrines. Mais cela n'a pas été suffisant face aux vagues de pillers qui ont déferlé dans la Presqu'île. Des dizaines de commerces de vêtements, de bijoux et d'électroniques ont été dévalisés. Hugo Boss et The Kooples ont même été incendiés.

Dans ces rues commerçantes, la présence des forces de l'ordre se faisait bien rare. Selon une source sécuritaire, les renforts envoyés à Paris et les vacances auraient dégarni les rangs.

Parfois très jeunes, les pillers avaient presque le champ libre pour briser les vitrines qui résistaient parfois de longues minutes. Julia et Corinne, elles, se sont barricadées dans leur boutique de robes de mariées. Médusées, elles observent depuis une dizaine de minutes les casseurs attaquer la boutique d'en face, spécialisée dans le matériel vidéo. « Je suis abattue, c'est hallucinant de voir ça », raconte Corinne. Lancée au loin, une grenade lacrymo a fait fuir les voleurs... qui sont revenus finir le travail une fois la fumée dissipée.

Dans la soirée, les scènes de pillage continuaient à Lyon. Et s'étendaient même au quartier de Confluence. La préfecture annonçait une vingtaine d'interpellations au cours de ce 17 octobre, un samedi noir.

LYON

Des scènes de saccages sans précédent



Le Monoprix de la rue de Cuire, à la Croix-Rousse, faisait partie des magasins pillés le 30 juin 2023. Photo d'archives Joël Philippon

Les violences en marge des manifestations sont devenues quasi systématiques ces dernières années mais les scènes de pillage n'avaient jamais atteint un tel niveau à Lyon.

Ainsi, en 2018, si les tensions et les dégradations matérielles avaient été nombreuses lors de certaines manifestations des Gilets jaunes, aucune n'avait donné lieu à des pillages de commerce contrairement à Paris. C'est en 2023 que la situation a dégénéré, le 1^{er} -Mai, à l'issue de plusieurs semaines de mobilisation contre la réforme des retraites. Ce jour-là, les syndicats avaient appelé au premier défilé unitaire depuis 2009 et espéraient une mobilisation historique. Mais la fête avait rapidement été gâchée par la présence d'au moins « 2 000 individus à risque », selon les termes de la préfecture dont 1 000 formants un black block.

• Cinq nuits d'émeutes et de pillages

Dès le début de la manifestation et tout au long du parcours, des vitrines avaient été brisées. Comme lors de défilés précédents à cette période, banques, assurances et agences d'intérim avaient été la cible privilégiée des casseurs. Mais certains s'étaient attaqués à un magasin de quincaillerie puis, entre l'avenue Félix-Faure et le carrefour Saxe-Gambetta, à un magasin de

vélos, à un Carrefour City, et à un magasin Naturalia [pour finir par le Mono](#) prix de la place Bellecour.

Lyon et les communes alentour ont aussi été le théâtre de violences urbaines après la mort de Nahel, un adolescent franco-algérien âgé de 17 ans, tué par un policier lors d'un contrôle, le 27 juin 2023. [Ces émeutes avaient duré cinq nuits](#) marquées par des incendies, des dégradations de mobiliers urbains et des pillages visant notamment [un concessionnaire de motos](#), un magasin de vélo, des magasins Monoprix et U, des boutiques Orange, Courir, JD Sports, Lacoste, Vuitton, Pandora, etc. à Bellecour, Cordeliers, Ainay, à Saxe-Gambetta, Cuire...

Une trentaine de commerces avaient ainsi saccagé et vidés dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet 2023.



« Ils ont tout volé, vraiment tout » : des dizaines de magasins volés en plein centre

S.B. et J.G.



Le magasin de fast-fashion H&M a été entièrement dévalisé ce samedi. Photo Joël Philippon

À 14 heures, la situation avait déjà dégénéré à Bellecour avec l'incendie du pavillon de l'Office de tourisme. Alors que la place était noyée sous les gaz lacrymogènes, peu de temps après, dès 15 h 30, de nombreux magasins du centre-ville de Lyon ont été pillés par des casseurs.

Dans les rues Gasparin, des Archers, Édouard-Herriot, mais aussi sur les places des Jacobins et de la République, de nombreuses boutiques ont fait les frais des pillages : Hugo Boss, Sephora, Darty, Jott, les boutiques de luxe au pied du Sofitel et The Kooples. Les enseignes Micromania, K-Way, Bobby Brown étaient également touchées.

Les employées de la boutique Spa Caudalie, située rue du Président Édouard-Herriot, dans le deuxième arrondissement de Lyon, ont été les témoins directs du saccage de la boutique The Kooples, située juste en face.

« Il y avait du mouvement, des vagues de monde. Ils ont commencé à saccager les boutiques une à une, à partir de la place des Jacobins », témoigne une première employée. « Ils ont tout volé, vraiment tout », raconte-t-elle, choquée.

Sa collègue, complète : « Un passant est venu nous prévenir parce qu'on n'a pas mis de rideau. Ils ont donné des grands coups de marteau et d'extincteur dans The Kooples. On a vu

qu'il y avait des flammes à l'intérieur de la boutique, des passants ont essayé d'éteindre par eux-mêmes le feu, puis les pompiers sont intervenus. »

« Non pas nous s'il vous plaît » Les quatre employées présentes dans la boutique sont encore sidérées par la situation.

« C'est un peu choquant, pour le coup on a vraiment eu peur. On faisait des grands signes à tous les casseurs en leur disant : "Non pas nous s'il vous plaît, on est quatre meufs à l'intérieur". Je pense qu'ils ont eu un peu pitié », témoignent-elles. Toutes assurent : « C'était bien des casseurs, ils étaient tous cagoulés ».

Les pillages se sont poursuivis pendant de longues heures en plein cœur de la Presqu'île, sans que les forces de l'ordre ne puissent les endiguer. H&M, Boulanger, Sephora, DJI, Uniqlo, Jott, Paul Marius, Adidas, New Balance, Histoire d'Or... : la liste est longue et bien loin d'être exhaustive.

Le Progrès – 18 octobre

« J'ai l'impression d'être en pleine guerre civile »

Située rue de la République, la boutique Calzedonia a également fait les frais des pilleurs. Alessandro Maritato, le responsable, en est encore choqué : « Les voisins nous ont dit que des personnes étaient entrées dans la boutique. On est arrivés une heure après et on a constaté la situation. »

Une vitrine cassée, des vêtements au sol... « On fait des sacrifices, on travaille... Aujourd'hui en plus, c'était un samedi où il faisait froid, parce qu'on a passé un mois de septembre pas simple... Là, tout est ruiné, il faut repartir et c'est très dur de voir notre travail dans cet état. »

« Je me sens impuissant, je ne suis pas français et je n'ai jamais vécu ça depuis que je suis en France. J'ai l'impression d'être en pleine guerre civile et aujourd'hui je suis là pour éviter que la situation empire. On est là pour défendre ce qu'il reste de notre boutique. » Jusqu'à 40 % de son stock a disparu.

La boutique Calzedonia située rue Victor-Hugo a également été impactée.



Des milliers de manifestants se sont réunis place Bellecour, au cœur de Lyon, à l'appel de la mobilisation contre la vie chère de ce samedi 17 octobre. Photo Maxime Jegat



Le magasin H&M a été pillé, comme une vingtaine d'autres boutiques. Photo Joël Philippon



Le magasin de chaussures New balance a été pris d'assaut. Des pilleurs sont repartis les bras chargés de paires neuves. Photo Joël Philippon



La Fontaine des Jacobins a été vandalisée par des graffitis lors de la mobilisation. Photo Hugo Francès



Les forces de l'ordre, en sous effectifs, ont tenté d'éloigner les casseurs. En vain. Photo Maxime Jegat



Heurts entre manifestants et forces de l'ordre place Bellecour devant l'Office de tourisme incendié. Photo Maxime Jegat



Les Marianne ont manifesté, leurs bonnets phrygiens sur la tête. Photo Garisse Soudan



Des lycéens et étudiants se sont rassemblés et ont défilé dans la bonne humeur entre la place des Terreaux, la place Tolozan et la rue de la République. La manif a ensuite été dispersée par les FDO avec des tirs de gaz lacrymogènes. Manif mouvement du 17 octobre à Lyon. Photo Joel Philippon

20 000 Selon les services de l'État, plus de 20 000 personnes étaient mobilisées au plus fort de la journée, vers 14 heures, entre la place Bellecour, le Cours Gambetta, le quai Augagneur, et dans le quartier de la Guillotière. Un chiffre conséquent pour une manifestation sauvage puisqu'aucune déclaration n'avait été reçue par les services de la préfecture. Le 6 octobre, 20 000 personnes déjà, dont de nombreux lycéens, avaient défilé dans les rues de Lyon.

À Lyon, la mobilisation du 17 octobre sous tension : l'Office de tourisme en flammes et des commerces pillés

La rédaction - 17 octobre 2026

La mobilisation de ce samedi 17 octobre a été marquée par de fortes tensions dans le centre de Lyon. L'Office de tourisme de la place Bellecour a été pillé et touché par un incendie, tandis que des affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre dans plusieurs secteurs de la Presqu'île.



© Matthieu Delaty

La mobilisation annoncée des Gilets jaunes a pris une tournure violente ce samedi dans le centre de Lyon. Alors que les manifestants se sont déplacés dans plusieurs rues de la Presqu'île, des affrontements ont éclaté avec les forces de l'ordre, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

Place Bellecour, l'Office de tourisme a été pillé et un incendie s'est déclaré dans le pavillon. Les pompiers ont tenté d'intervenir, mais les gaz lacrymogènes ont compliqué leur progression. Place de la République et dans le secteur de la Guillotière, des tirs de mortiers et des opérations de dispersion ont également été signalés.

Dans les cortèges, les Gilets jaunes étaient peu nombreux au regard des autres participants, dont plusieurs étaient vêtus de noir. Les tensions ont aussi perturbé l'activité des commerces du centre-ville, certains ayant dû fermer temporairement leurs portes.

Ce qu'il faut retenir :

- Une mobilisation sous tension : des rassemblements ont eu lieu dans le centre de Lyon ce samedi 17 octobre, avec des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.
- Un incendie place Bellecour : l'Office de tourisme a été pillé et un feu s'est déclaré dans le pavillon. L'intervention des pompiers a été compliquée par les tirs de gaz lacrymogènes.
- Des tensions dans la Presqu'île : des tirs de mortiers ont été signalés place de la République. Les forces de l'ordre ont également tenté de repousser les manifestants sur le quai Jules-Courmont et au niveau du pont de la Guillotière, avec l'usage de canons à eau.
- Des commerces perturbés : certains établissements ont fermé en raison des violences et des gaz lacrymogènes. Des commerçants ont fait part de leur lassitude face aux difficultés rencontrées pour travailler.
- Une présence limitée de Gilets jaunes : malgré l'annonce d'une mobilisation autour de leur mouvement, les personnes portant le célèbre gilet étaient peu nombreuses dans le cortège.

La Tribune – 18 octobre

Bilan des ravages en presqu'île. La gueule de bois après la manifestation à Lyon

David Gossart - 18 octobre 2026

Le préfet et le maire de Lyon sont revenus, place Bellecour ce dimanche matin, sur les événements qui se sont déroulés lors de la manifestation de samedi 17 octobre en centre-ville.



Le préfet Etienne Guyot et le maire de Lyon, Grégory Doucet, ont tenu une conférence de presse dimanche 18 octobre devant l'Office du tourisme en cendres. ©David Gossart

Au lendemain des violences urbaines qui ont [ravagé l'office de tourisme](#) et de nombreuses boutiques [tout au long de l'après-midi](#) et dans la nuit, l'heure est ce dimanche matin au bilan. 160 interpellations dont 124 adultes « majoritairement masculins » et une centaine de blessés côté forces de l'ordre. Mais l'ambiance est aussi à la colère.

160 interpellations lors de la manifestation à Lyon

Notamment chez les commerçants pillés. Alors que la Chambre de commerce et d'industrie a activé une cellule de crise pour les 150 boutiques répertoriées comme touchées, le préfet

Étienne Guyot et le maire Écologiste Grégory Doucet ont très vite été pris à partie ce matin lors de leur tournée des dégâts.

Lire aussi : [Manifestation. EN IMAGES : désastre sur la presqu'île](#)

Au moment d'arriver place Bellecour, une vingtaine de Lyonnais, dont des commerçants, ont harangué le préfet mais surtout le maire, appelant à sa démission et lui rappelant ses liens avec LFI. sous-entendant que son élection, après son alliance avec les Insoumis, le liait directement aux exactions de samedi.

« Doucet, démission ! »

Quelques minutes avant Philippe Faugier, propriétaire de deux boutiques rue Jean-de-Tournes, était ému et en colère ce matin. *« On s'est fait piller la boutique. Cela fait 25 ans que je me fais piller mes magasins. À l'époque j'arrivais, il y avait deux policiers devant ma boutique, j'arrivais ils partaient. Là on n'a vu personne ! Ce n'est pas normal monsieur le maire. Pour moi c'est un manque de bon sens à tous niveaux. Ça fait 35 ans, je saurais ce qu'il faut faire en mairie pour que ce problème n'arrive plus ! »*

Lire aussi : [Retraites : la semaine où Lyon s'est violemment embrasée](#)

Quelques minutes plus tard, [Étienne Guyot](#) a reconnu en effet une sorte d'impuissance devant l'ampleur de la violence. *« On avait un gros dispositif mais on a une manifestation d'une ampleur inédite. On n'a jamais vu un tel déchaînement de violence. Je ne peux pas mettre un policier devant chaque magasin. Cette manifestation inédite dans tout le pays n'a effectivement pas pu être anticipée à ce point ».*

À ses côtés le maire [Grégory Doucet](#) a souligné à la fois la mobilisation des forces de l'ordre, mais aussi le caractère « hors-norme » de ces violences. *« Ça doit nous interroger collectivement sur notre capacité à anticiper et à répondre. Il y a des questions que nous allons devoir poser collectivement. C'est pour ça qu'avec les maires de Marseille et Paris, nous avons souhaité être reçus rapidement par le premier ministre ».*

Lyon panse ses plaies dimanche matin

Dans les rues de la Presqu'île, ce dimanche matin, le mur de pavés devant l'[Hôtel de ville](#) a été démonté, un camion de gendarmerie veille sur l'entrée de la mairie pour laisser la police au repos, et les agents d'entretien s'affairent à nettoyer les bris de glace des abribus, les cendres des poubelles calcinées.

Sur le sol, des emballages, des cintres, beaucoup de cintres. Dans les parties végétalisées des trottoirs de la rue de la République, une personne trouve une paire de Nike blanches qui a échappé aux pilleurs, et qu'il met dans un sac en plastique noir. Les rues sont remplies de Lyonnais venus constater les dégâts, les photographier et filmer.



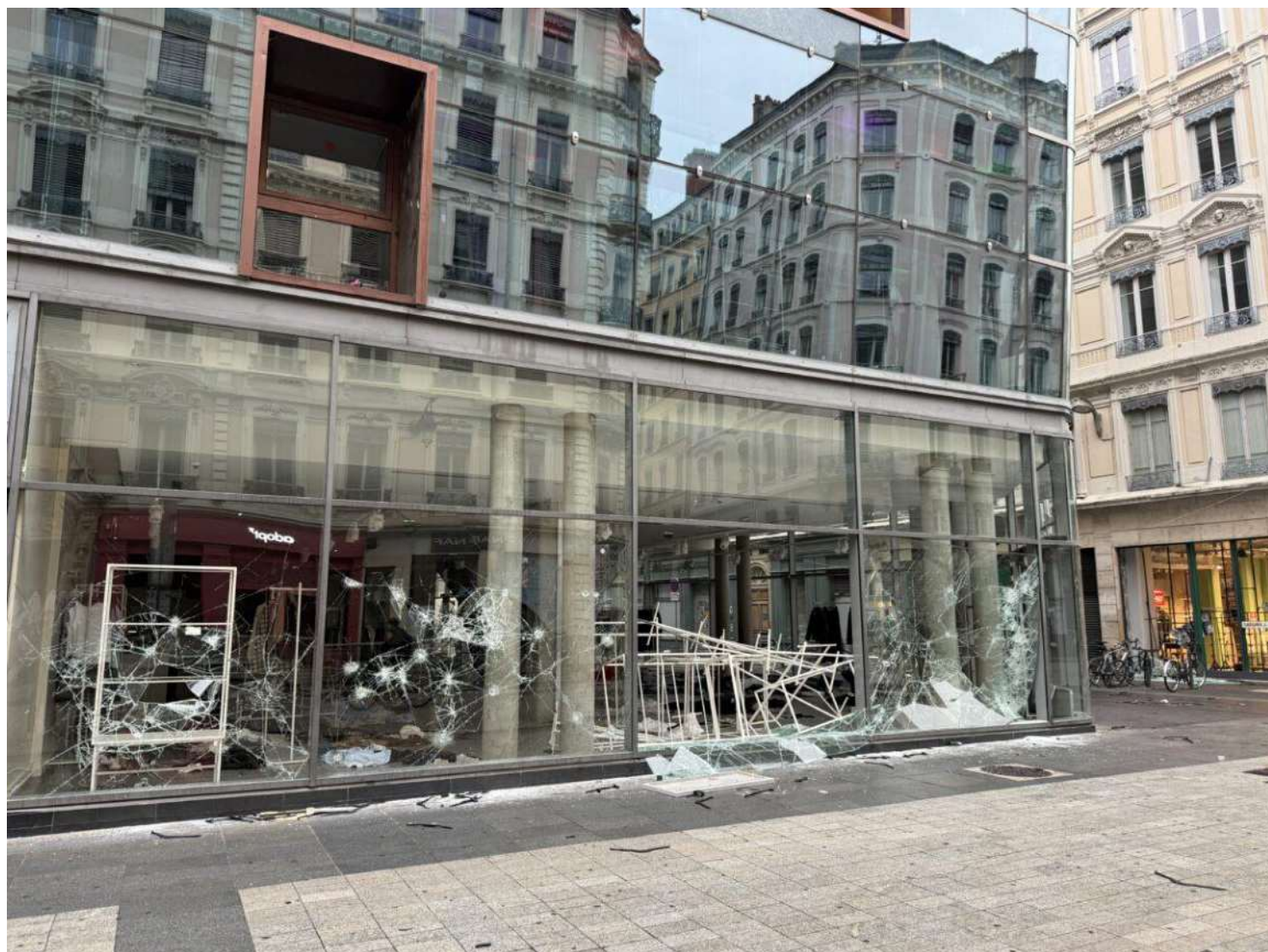
Rue de la République le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes



Mc Donald's le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes



Rue de la République le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes



H & M le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes



Histoire d'or le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes



Pimkie le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes



Printemps le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes



Passage de l'argue le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes



New Balance le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes



Zara le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes



Fnac le dimanche 18 octobre au matin. ©Véronique Lopes

Des camionnettes remplies de plaques de bois continuent de protéger les vitrines qui ont été cassées, certains commerçants, dont ceux qui frottent les inscriptions des vitres restées intactes pour effacer les stigmates de la veille. Chez H & M comme chez Zara, les agents de sécurité restent au milieu des débris pour surveiller ce qu'il reste des marchandises étalées sur le sol. Près de la place Bellecour, une benne a été installée pour récupérer les débris. Place des Jacobins, la [police scientifique et technique](#) tente de trouver des éléments matériels pour confondre les pillers, traces de sang ou ADN. « C'est un travail de titan, mais nous allons y arriver », indique un policier.



Groupe de touristes, place Bellecour, le lendemain de la manifestation du 17 octobre. ©Véronique Lopes

Et parmi ce chaos, la vie reprend. Les groupes de touristes suivent leur guide, fanion brandi dans les airs, des Lyonnais profitent de leur jogging pour observer les dégâts, et des clients sont tranquillement installés avec un café dans le Prêt à manger de la place de la République.

David Gossart et Véronique Lopes

Manifestation. EN IMAGES : désastre sur la Presqu'île

David Gossart - 17 octobre 2026

La convergence des luttes ce 17 octobre a vu, d'un côté, une manifestation calme se dérouler dans les rues de Lyon. Pendant que la Presqu'île était défigurée par les casseurs, au cours de longs affrontements avec les police.



© Matthieu Delaty

L'image était prémonitoire. Une militante CGT aguerrie en pleine discussion avec un petit groupe de jeunes gens tout en noir, masque et cagoules, devant le Mc Do de la place Bellecour. Elle tente de les dissuader de provoquer la police. « *Mais si, madame, ça sert, la violence !* ». De dépit, la dame a ramassé une barrière posée au milieu de la rue de la Barre pour la déposer sur le trottoir.

LIRE AUSSI : [À Lyon, la mobilisation du 17 octobre sous tension : l'Office de tourisme en flammes et des commerces pillés](#)

Il était 13 heures. Le rassemblement était prévu à 14 heures. Mais à cette heure-là, la place Bellecour était déjà noyée sous les lacrymogènes.





Photo David Gossart



Photo David Gossart

Et en fin d'après-midi, alors que des échauffourées se déroulaient encore autour de l'Hôtel de Ville de Lyon, visé par des projectiles, une nuée de jeunes gens repartaient les bras chargés du butin de leurs pillages dans les magasins éventrés du centre-ville : Salomon, Monoprix, Sephora, Hugo Boss, Tezenis, Micromania...

20 000 manifestants, 20 arrestations

Pourtant à la mi-journée, les manifestants avec une cause à défendre étaient nombreux sous le « sèche-linge » de la place Bellecour. *« J'en ai pour 700 € de gasoil par mois. Je ne sais pas comment un smicard fait pour s'en sortir. Je ne suis même pas le plus à plaindre, je suis en fin de carrière. Mais Macron m'a rajouté six mois avant la retraite »* raconte un gilet jaune rencontré place Bellecour, déjà présent pour la saison 1 des Gilets Jaunes, en 2018.



© Matthieu Delaty

Clara, elle, était déjà avec quelques centaines de manifestants place Guichard un peu plus tôt pour défendre sa condition d'infirmière.

L'office de tourisme incendié

Mickaël est étudiant. Pour lui, la mobilisation est nécessaire face aux difficultés rencontrées par les jeunes. Il évoque notamment la situation de ses camarades étrangers en BTS, qui doivent désormais payer leurs études. À propos des affrontements avant la manifestation : *« On doit se faire entendre. Si ça passe par la violence ou s'il faut brûler deux trois poubelles... Malheureusement, on arrive à un point où il faut se faire entendre. Mais casser, c'est de l'argent public. »*



© DG



© Matthieu Delaty



© Matthieu Delaty



© Matthieu Delaty



© Matthieu Delaty



© Matthieu Delaty

La préfecture a compté un nombre total de 20 000 manifestants, entre lycéens, anciens gilets jaunes, étudiants... 20 interpellations ont eu lieu à cette heure.





Pillage au Monoprix de Bellecour. Photo David Gossart



Photo David Gossart

En centre-ville, les violences auront donc côtoyé de très près la manifestation légère et ludique que beaucoup auraient espérée. À un jet de palet de gaz lacrymogène de l'office de tourisme en feu, un petit groupe de musique faisant chanter et danser des centaines de personnes, donc certaines dangereusement juchées sur les arrêts de bus.



© Matthieu Delaty

Mais les casseurs avaient déjà saccagé les kiosques de l'Hôtel de Ville et fracassé l'office de tourisme de la place Bellecour, décrochant d'abord son enseigne avant d'en casser les vitres, d'y pénétrer et de mettre le feu. Il est alors 14 h 30, et les pompiers ne pourront pas attaquer le feu avant 15 h 30, empêchés par les affrontements qui se déroulaient place Bellecour. Entre-temps, l'office aura été entièrement calciné.



Le maire de Lyon Grégory Doucet ainsi que la présidente de la Métropole Véronique Sarselli ont réagi dans l'après-midi.

Lyon : les pillages se sont poursuivis la nuit et même dimanche matin, aucun commerce épargné en Presqu'île

dimanche 18 octobre 2026 à 08h44Par Alexis ANDRE



Le bilan est tellement lourd qu'il faudra des semaines pour le réaliser. De samedi après-midi à dimanche matin, les pillages et les saccages de boutiques en Presqu'île ont été légion.

Il faut le voir pour le croire. Encore ce dimanche matin, aux alentours de 8h, alors que les équipes de la Métropole de Lyon sont sur le terrain pour nettoyer les rues de la Presqu'île, certains jeunes tentent encore leurs chances dans des boutiques restées éventrées toute la nuit.

Un équipage de la BAC a ainsi surpris quelques jeunes en train de piller un commerce du centre-ville.

Difficile d'imaginer qu'il pouvait rester quelque chose, tant des nuées d'individus ont opéré une véritable razzia de la rue Edouard-Herriot à la rue de la Ré, jusqu'aux Célestins, cassant les vitrines, s'introduisant dans les commerces, essentiellement de vêtements, et ressortant les bras chargés de butins.

A combien va s'élever le préjudice pour les commerçants aux finances déjà exsangues ? Entre la perte de marchandise, les dégâts à l'intérieur et sur les façades, et même parfois des départs d'incendie, il est à parier que beaucoup mettront définitivement la clé sous la porte, y compris des grandes chaînes qui pourraient redouter une répétition de ce genre de faits si le mouvement du 17 octobre venait à durer.

Snowleader pillé à Lyon : son PDG affirme qu'on lui a demandé de "rappeler mardi"

dimanche 18 octobre 2026 à 11h17Par Alexis ANDRE



Le magasin Snowleader de Lyon a été pillé lors des violences du 17 octobre. Sur LinkedIn, le PDG de l'enseigne Thomas Rouault raconte avoir alerté les forces de l'ordre alors que la porte du commerce résistait encore et affirme avoir été invité à rappeler mardi si personne n'intervenait.

Le témoignage est particulièrement amer au lendemain des violences et des pillages qui ont frappé le centre de Lyon.

Sur LinkedIn, Thomas Rouault, PDG de Snowleader, annonce que le magasin lyonnais de l'enseigne situé rue du Président Carnot a été pillé. Le dirigeant affirme avoir tenté d'obtenir l'intervention des forces de l'ordre alors que l'effraction était encore en cours.

"Pendant que la porte résistait encore, j'ai alerté la police et la gendarmerie. J'ai demandé de l'aide alors qu'il était encore possible d'intervenir", raconte-t-il.

Selon son témoignage, la réponse reçue l'a profondément marqué : *"On m'a demandé de patienter. Et de relancer mardi si personne n'était intervenu. Mardi. Voilà la réponse reçue alors que notre magasin était en train d'être attaqué."*

"Je suis en colère"

Thomas Rouault ne cache pas son indignation après le pillage.

"Je suis en colère. Contre ce pillage. Contre ce sentiment d'abandon. Contre cette impuissance publique que nous devrions finir par accepter", écrit le chef d'entreprise haut-savoyard.

Il met notamment en avant les conséquences humaines et économiques derrière les dégradations d'un commerce.

"Derrière une vitrine, il y a des équipes, des années de travail et des investissements. Des femmes et des hommes qui font vivre nos centres-villes et méritent mieux qu'une invitation à rappeler plus tard."

Le dirigeant interpelle également les pouvoirs publics sur leur capacité à protéger les commerces lors de situations de violences urbaines.

"Que vaut la promesse de protection de l'État ?"

Thomas Rouault adresse directement plusieurs questions aux responsables nationaux.

"Que doit faire un commerçant lorsque sa porte résiste encore, qu'il appelle à l'aide et que cette aide n'arrive pas à temps ? Que vaut la promesse de protection de l'État dans ces moments-là ? Pourquoi les moyens mobilisés ne permettent-ils pas de répondre ?", demande-t-il.

Il va jusqu'à évoquer la possibilité, *"dans un cadre légal et avec des missions adaptées"*, d'un recours aux militaires pour contribuer à la protection des centres-villes si les forces disponibles ne suffisent plus.

Le PDG de Snowleader insiste également sur les conséquences psychologiques pour les salariés.

"Il n'y a pas eu mort d'homme. Heureusement. Mais faut-il attendre un drame pour réagir ? Un pillage reste une violence, un traumatisme pour les équipes et la destruction du travail accompli."

Pour Thomas Rouault, la réponse qu'il affirme avoir reçue lors de son appel constitue le symbole d'un dysfonctionnement plus large : *"Quand un appel à l'aide pendant une effraction reçoit pour réponse de rappeler mardi, notre système ne fonctionne plus comme il le devrait. Il est urgent de le reconnaître et d'agir."*

Le PDG réclame des explications

Thomas Rouault demande désormais des précisions sur la manière dont ses alertes ont été traitées, les moyens mobilisés et les raisons pour lesquelles le pillage n'a pas pu être empêché.

"Je demande des explications sur le traitement de mes alertes, les moyens engagés et les raisons pour lesquelles ce pillage n'a pas été empêché", écrit-il.

Le dirigeant appelle enfin commerçants, salariés, entrepreneurs et habitants à rassembler leurs témoignages et à demander des *"engagements précis, suivis de résultats"*.

"Nous assumons nos responsabilités. Nous attendons que l'État assume les siennes", conclut le PDG de Snowleader.

Manifestation du 17 octobre à Lyon : un "niveau de violence inédit" selon le préfet du Rhône

samedi 17 octobre 2026 à 19h51 Par Alexis ANDRE



Plus de 20 000 personnes se sont rassemblées ce samedi 17 octobre dans le centre de Lyon, selon la préfecture du Rhône. La journée a été marquée par de nombreux affrontements et dégradations, notamment sur la Presqu'île, avec 20 interpellations recensées à 19h.

La mobilisation du 17 octobre a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes ce samedi à Lyon, mais la journée a rapidement été marquée par de fortes tensions.

Selon un point de situation diffusé à 19h par la préfecture du Rhône, des rassemblements avaient commencé dès 6h du matin en plusieurs points de la métropole, sans déclaration préalable de manifestation. Les rassemblements considérés comme à risque, notamment devant la raffinerie de Feyzin, ont été dispersés par les forces de l'ordre.

En fin de matinée, de nombreux groupes ont convergé vers l'hypercentre. La préfecture estime que plus de 20 000 personnes se sont retrouvées peu avant 14h entre la place Bellecour, le cours Gambetta, le quai Augagneur et le quartier de la Guillotière.

Des cortèges sauvages après le rassemblement

La préfecture affirme ensuite que plusieurs milliers de personnes sont parties en "*cortèges sauvages*", sous l'impulsion, selon elle, d'individus issus de mouvances radicales d'ultra-gauche et autonomes.

Le communiqué préfectoral fait état de nombreuses dégradations dans la Presqu'île.

L'office du tourisme a notamment été "*pris d'assaut, saccagé et mis à feu*", tandis que plusieurs commerces auraient été vandalisés, pillés ou incendiés. La préfecture rappelle également que des groupes ont pris pour cible les forces de l'ordre et gêné l'intervention des sapeurs-pompiers.

Le préfet du Rhône Etienne Guyot parle d'un "*niveau de violence inédit*" et condamne les attaques contre les personnes, les biens publics et les commerces.

Un important dispositif de maintien de l'ordre... mais une réactivité critiquée

Les forces mobilisées comprenaient, en plus des policiers du Rhône, plusieurs unités de forces mobiles, dont la CRS 83, deux engins lanceurs d'eau, des véhicules Centaure, des militaires de la gendarmerie ainsi que des hélicoptères et des drones.

Selon la préfecture, le dispositif a été adapté au fil de la journée, avec un lien maintenu avec la Ville de Lyon, la Métropole, les commerçants et la Chambre de commerce et d'industrie.

Sur les réseaux sociaux pourtant, les critiques fusent sur la réactivité des forces de l'ordre face aux pillages ou encore l'incendie de l'office de tourisme. Face aux milliers de black blocs, elles ont même parfois semblé en sous-effectifs et sous-équipées.

D'ailleurs, à 19h, 20 personnes seulement avaient été interpellées.

Le préfet affirme que l'État poursuivra les interventions "*avec détermination*" et que les auteurs de violences devront être présentés à la justice.



L'après émeutes du 17 octobre 2026 à Lyon @Guillaume Lamy

Lyon pillée, les premiers chiffres de la Préfecture

• 18 octobre 2026 À 12:02 - Mis à jour À 13:15 par Amaury Perrin

En marge de la mobilisation du 17 octobre puis toute la nuit, de nombreux commerces de la presqu'île ont été vandalisés et pillés par des casseurs et black blocs à Lyon. Les premiers chiffres sont tombés.

La tension était encore palpable dans l'air lyonnais ce dimanche matin. Après les événements inédits qui ont secoué Lyon en marge de **la manifestation contre la vie chère**, le maire de Lyon, Grégory Doucet, et le préfet du Rhône, Etienne Guyot, se sont rendus en presqu'île pour rencontrer les commerçants et faire un premier bilan. Le nombre de commerces touchés et d'émeutiers interpellés ne cesse ainsi d'augmenter. Et ce malgré *"un important dispositif de sécurité"*, selon Etienne Guyot.

Lire aussi : **Lyon en proie aux casseurs : la liste des enseignes pillées et dégradées en presqu'île s'allonge**

160 casseurs et pillards interpellés jusqu'au matin

Et pour cause, environ 20 000 personnes se sont réunies dans les rues de Lyon selon la Préfecture du Rhône. Comme souvent, des casseurs accompagnaient les différents

cortèges qui se dispersaient entre les places Bellecour, Terreaux et Guichard, ainsi que dans plusieurs rues voisines. Vêtus de noir, cagoulés et parfois même masqués, ces jeunes ont rapidement fait monter la pression ce samedi après-midi, allant jusqu'à incendier l'antenne de l'office de tourisme de la place Bellecour.

Après quoi, les forces de l'ordre, qui ont essuyé une centaine de blessés, ont rapidement dispersé les émeutiers qui se sont répandus dans les rues adjacentes pour s'en prendre aux commerces. *"Il y'avait une tactique de la part des émeutiers qui se sont séparés en groupes et ont attaqué les forces de sécurité"*, a indiqué le préfet. Et d'ajouter : *"Ils étaient accompagnés de pillards qui s'en sont pris à un certain nombre de magasins, à tout ce qui représentait des biens"*. En fin d'après-midi, la police avait donc interpellé une vingtaine d'individus violents.

Au cours de la soirée et durant la nuit, les casseurs ont poursuivi leurs exactions et pillé de nombreux magasins. Ils ont notamment ciblé une trentaine de commerces dans les rues Victor-Hugo, de la République et du Président-Édouard-Herriot. *"Je ne peux pas vous dire d'où viennent ces individus, je ne sais pas si c'est de la banlieue ou d'ailleurs mais on va analyser tout ça"*, assurait ce matin Etienne Guyot. Finalement, les forces de l'ordre ont donc interpellé 160 individus au total, dont 36 mineurs. *"Ces personnes vont être étudiées, on va vite savoir s'ils sont déjà connus des forces de police"*, a soutenu l'édile. Un nombre qui devrait bien sûr grossir ces prochains jours grâce au travail de la police.

"À l'aube d'une mobilisation historique" à Lyon : les Gilets jaunes appellent à manifester place Bellecour

"Jaunes et jeunes, nos luttes se rencontrent" : les appels à la mobilisation générale se multiplient à Lyon, où le rendez-vous est donné place Bellecour samedi 17 octobre 2026.



« Apporte ton gilet jaune » : les appels à la mobilisation générale se multiplient à Lyon. (©AFP / Archives / PHILIPPE DESMAZES)

Par [Théo Zuili](#) Publié le 15 oct. 2026 à 11h41

« Nous sommes à l'aube d'une mobilisation historique », prédisent les organisateurs qui espèrent rassembler à [Lyon](#) autour d'une [convergence des luttes](#). Au cœur d'un cycle de manifestations lycéennes, un appel à la « mobilisation générale » est relayé en masse sur les réseaux sociaux et [des centaines de rassemblements](#) sont annoncés en France. Le mot d'ordre : « Apporte ton gilet jaune ».

Le rendez-vous est donné **samedi 17 octobre à 14h** place [Bellecour](#), aucun parcours n'a été déclaré en préfecture à ce stade.

À lire aussi

- [Manifestation du 13 octobre à Lyon : la CGT dénonce « des méthodes de hooligans » de la police](#)

« Jaunes et jeunes, nos luttes se rencontrent »

Poussé par la hausse pharamineuse des [prix des carburants](#), le retour des Gilets jaunes se fait pressentir [depuis le début du mois de septembre](#). La colère a continué de monter, rythmée par celle des lycéens et des agents de l'Éducation nationale, qui appellent à rejoindre le mouvement du 17 octobre.

« Jaunes et jeunes, nos luttes se rencontrent », peut-on lire sur le site 17octobregiletjaune.net. « Que l'on soit jeune ou retraité, salarié ou sans emploi, paysan, artisan, commerçant, fonctionnaire, étudiant, précaire ou indépendant, que l'on vive en ville, à la campagne, dans les quartiers populaires ou les villages oubliés, quelles que soient nos différences, notre force, c'est notre unité », écrivent les organisateurs.

Face aux injustices, à l'austérité, à la vie toujours plus chère et au mépris de ceux qui nous gouvernent, la colère gronde partout dans le pays. Pendant qu'une minorité accumule les richesses, des millions de Français ne parviennent même plus à vivre dignement.

À quoi s'attendre à Lyon ce samedi 17 octobre ? Le rendez-vous est donné « dès 14h sur la place Bellecour, tous vêtus de nos [gilets jaunes](#), pour une mobilisation populaire, massive et déterminée, qui dépasse les étiquettes, les partis et les divisions ».

Cependant, « des actions, de la désobéissance civile, des piquets de grève ou de musique, des barrages filtrants, des assemblées » sont également possibles dans le Rhône. Lundi 19 octobre, ce sera [au tour des agriculteurs de rejoindre le mouvement](#).

À lire aussi

- **« Une journée de foutue » : à Lyon, les commerçants touchés par les manifestations, entre peur et indignation**

Une possible interdiction par le préfet

En raison des « risques importants de réitération de troubles à l'ordre public, des nombreuses dégradations à l'encontre des commerces et violences à l'encontre des forces de l'ordre commises lors des précédentes manifestations », le préfet du Rhône [a déjà interdit deux mobilisations lycéennes](#) prévues ce jeudi 15 octobre.

Puisqu'elles ont été expressément interdites au-delà du fait qu'elles n'aient pas été déclarées en amont, les participants s'y exposent à une amende de 135 euros permise depuis la loi du 10 avril 2019 dite « anti-casseurs ».

De quoi laisser planer le doute quant à l'autorisation de la mobilisation citoyenne prévue samedi. L'intersyndicale du Rhône, elle, prévoit une mobilisation déclarée le 4 novembre 2026.

17 octobre à Lyon : un appel « un peu flou » à une large manifestation

Des manifestations sont prévues partout en France, samedi 17 octobre, présentées comme « le retour des Gilets jaunes ». À Lyon, un rendez-vous a été diffusé sur les réseaux sociaux à 14h sur la place Bellecour (Lyon 2^e). Pas encore déclarée en préfecture, son organisation reste encore floue.

[Actualité](#)

Cet article est en accès libre. Pour soutenir Rue89 Lyon, [abonnez-vous](#).

Méline Pulliat

Publié le 15 octobre 2026 · Modifié le 16 octobre 2026 ·



À Lyon, un appel large à une manifestation après des semaines de mobilisation lycéenne Photo : SG/Rue89Lyon

Vers un retour des Gilets jaunes ? Huit ans après les premières mobilisations, une nouvelle journée de manifestation est prévue partout en France, ce samedi 17 octobre, dans le contexte national du mouvement lycéen. [Des appels dispersés à une large mobilisation circulent depuis début septembre](#).

À Lyon, un rendez-vous a été donné par le groupe Lyon Insurrection sur la place Bellecour (Lyon 2^e), le 17 octobre à 14 h. « Nous sommes à l'aube d'une mobilisation

historique. Retrouvons-nous tous vêtus de nos gilets jaunes pour une mobilisation populaire massive et déterminée », écrit le groupe militant sur ses réseaux sociaux.

La préfecture du Rhône a indiqué à Rue89Lyon ne pas encore avoir reçu de déclaration pour la manifestation. Jeudi 15 octobre, les services de l'État avaient interdit une marche, dans la lignée du mouvement lycéen, partant de Debourg (Lyon 7^e) à 10h.

Mise à jour du 16/10/2026

La préfecture du Rhône a précisé dans l'après-midi du vendredi 16 octobre qu'un « dispositif de sécurité adapté et robuste sera déployé » pour « intervenir de manière proportionnée face aux éventuels troubles à l'ordre public ». Les services de l'État, sans indiquer si des rassemblements ou cortèges seront interdits, soulignent qu'« aucun blocage sur des axes structurants et des équipements majeurs, importants, essentiels ne sera toléré ».

Puis, dans le courant de la matinée, un autre arrêté a été pris interdisant les « cortèges, défilés et rassemblements revendicatifs » l'après-midi du jeudi sur un large périmètre concernant les 1^{er}, 2^e, 3^e, 5^e, 6^e et 7^e arrondissements de Lyon. Un rassemblement lycéen était prévu à 15h, place des Terreaux (Lyon 1^{er}).

La préfecture a justifié cette interdiction par les « risques importants de réitération de troubles à l'ordre public, les nombreuses dégradations à l'encontre des commerces et violences à l'encontre des forces de l'ordre commises lors des précédentes manifestations ».

Les services de l'État précisaient également que la manifestation avait été « déclarée hors délai, [ce] qui n'a permis aucun échange préparatoire préalable ». Un argument qui pourrait de nouveau être utilisé pour samedi 17 octobre ?

17 octobre à Lyon : « Un tas de colères s'agrègent »

Sans organisateur précisément identifié, l'appel à la mobilisation du 17 octobre est très large.

« Que l'on soit jeune ou retraité, salarié ou sans emploi, paysan, artisan, commerçant, fonctionnaire, étudiant, précaire ou indépendant, que l'on vive en ville ou à la campagne dans les quartiers populaires ou les villages oubliés, quelles que soient nos différences, notre force, c'est notre unité », écrit encore Lyon Insurrection.

Pouvoir d'achat, hausse du prix du carburant (qui a dépassé les deux euros du litre) : les revendications usuelles des Gilets jaunes viendront se greffer à celles des lycéens, mobilisés depuis fin août dans les Outre-mer et fin septembre dans le reste de la France. C'est ce contexte inflammable qui peut porter cette nouvelle mobilisation.

Côté syndicats, l'organisation du 17 octobre est « un peu floue », nous signale Antoine, syndiqué à Solidaires Rhône. L'intersyndicale n'a pas encore appelé à rejoindre la manifestation.

Dans un communiqué, Solidaires Rhône appelle « l'ensemble des travailleur·euses du département à poursuivre la mobilisation [des deux dernières semaines] et à converger le 17 octobre par la rue et par la grève », sans toutefois préciser de lieu et d'heure de rendez-vous.

« Depuis septembre, il y a une montée en puissance et une multiplication des mobilisations, explique encore Antoine. Il y a eu les manifs contre la loi 'permis de tuer', les mobilisations écologiques et sociales, pour le service public, et maintenant pour les lycées. C'est difficile de lire la date du 17 octobre car il y a un tas de colères différentes qui s'agrègent. »

À Lyon, le 17 octobre dans la lignée du mouvement lycéen

Pour lui, l'important n'est pas de savoir si le 17 octobre marquera ou non un retour des Gilets jaunes, mais de faire « converger un tas de revendications auxquelles on aimerait prendre part », souligne-t-il.

À Lyon, les précédentes manifestations en soutien au mouvement lycéen ont été largement suivies. Plus de [20 000 personnes ont défilé](#) à Lyon mardi 6 octobre : étudiants, syndicats et professeurs ont battu le pavé pour « soutenir la jeunesse ». [Mardi 13 octobre](#), 11 000 personnes se sont encore mobilisées.

La [répression du mouvement est particulièrement violente](#) : plusieurs jeunes ont été grièvement blessés (main arrachée, œil éborgné, mâchoire fracturée), de nombreuses images d'interpellations violentes circulent dans les médias et sur les réseaux sociaux. À noter également que depuis le début des mobilisations, plus de 6 000 personnes ont été interpellées. [Un chiffre inédit](#).

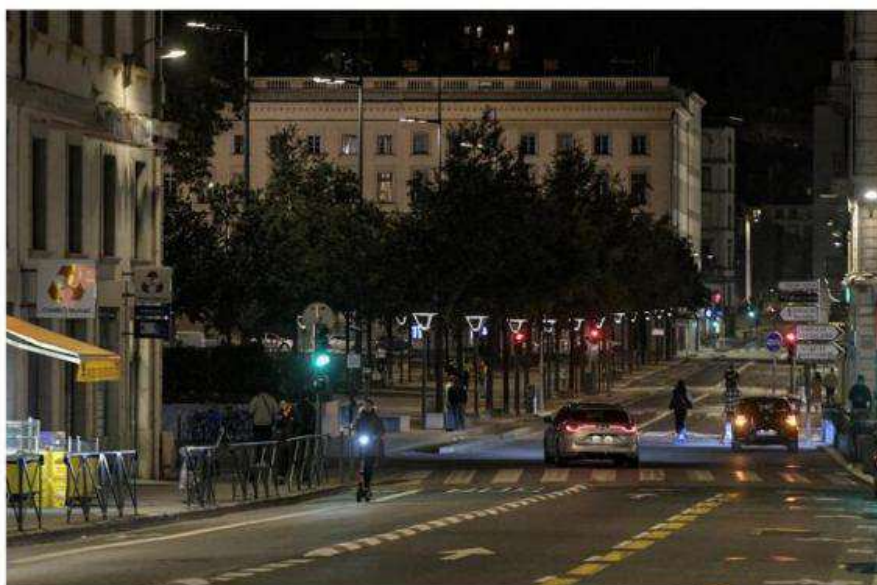
Les habitants de la place Bellecour dans « l'enfer » des rodéos urbains

Depuis plusieurs mois, les habitants de la place Bellecour sont témoins de rodéos urbains, notamment les vendredis et samedis soir. La nuit tombée, motos, quads et voitures font des tours de la place, provoquant nuisances et crispations dans le quartier.

C'est un sujet hautement inflammable. Fin 2018, les week-ends en Presqu'île sont moins propices aux emplettes qu'aux manifestations de Gilets jaunes, provoquant dégradations et exaspération. Les braises de la colère encore chaudes, le phénomène des rodéos urbains vient – quasiment dans la foulée – ajouter de l'huile sur le feu. Un groupe Facebook est créé, Presqu'île en colère. Riverains et commerçants du nord de la place Bellecour déplorent les allers-retours à vive allure de bandes de jeunes individus à moto, le week-end en soirée, provoquant un vacarme incessant.

Le sujet pollue les derniers mois de Gérard Collomb dans son fauteuil de maire, lequel instaure des fermetures nocturnes de certaines rues et la vidéo verbalisation. À son arrivée, Grégory Doucet maintient le dispositif. Puis apparaissent, un an plus tard, les Daltons, visages médiatiques de la pratique allant jusqu'à mettre en scène leurs rodéos en plein jour sur la place Bellecour ou celle des Terreaux.

Huit ans plus tard, les rodéos sont de retour en Presqu'île. Quand ils étaient concentrés sur la rue Édouard-Herriot et ses parallèles, ils sont désormais organisés autour de la pla-



Sur la rue de la Barre, point d'entrée de la place Bellecour, plus de 50 opérations de police ont été menées depuis mars. Photo d'archives Maxime Jegat

ce Bellecour, dans un périmètre rectangulaire : quai Tilsitt, rue Antoine de Saint-Exupéry, place Antonin-Poncet, quai D^r Gailleton et la rue de la Barre. Et, donc, en son sein, la place Bellecour.

Des riverains à bout

Depuis mars dernier, les habitants font un seul et même constat : les vendredis et samedis soir, de 22 heures à 5 heures du matin, plusieurs dizaines d'individus à moto, en voiture ou en quad tournent autour de la place. « J'ai le sommeil lourd, mais c'est devenu un enfer », témoigne Sébastien, depuis son appartement au 5^e étage de la rue des Maronniers. « Il y a d'une part le bruit, et quand on habite en Presqu'île, on n'y est pas op-

posé, mais là c'est fracassant », témoigne-t-il. Mais le quinquagénaire veut aussi alerter sur l'incivilité routière : « Ils roulent à des vitesses folles, c'est devenu une zone de non-droit. Je crains qu'il y ait un drame ».

En janvier, un policier en service avait été percuté sur les coups de minuit lors d'un refus d'obtempérer rue de la Barre. Sébastien a depuis lancé, avec d'autres riverains, une pétition pour appeler « au retour au calme » autour de Bellecour. Partagée via des tracts dans des boîtes aux lettres, elle a été signée 355 fois.

« Les responsables ont jeté l'éponge »

En remontant la place vers la Saône, les habitants dénoncent – en plus des rodéos – d'autres pratiques. L'angle de la rue Saint-Exupéry et de la place Bellecour est devenu « un lieu de rassemblement ». Clémence ha-

bite à proximité, et dit « prier pour qu'il pleuve », signe de calme. « Le reste du temps, ils viennent à plusieurs dizaines, stationnent, consomment drogues et alcools, klaxonnent, mettent la musique, font vrombir leur moteur... C'est devenu invivable », relate la femme originaire du quartier.

Vers une brigade municipale de nuit ?

Comme elle, Pierre Hugon, dont l'immeuble est « aux premières loges », se dit « épuisé ». Le président du collectif des riverains de Bellecour dénonce « la jeunesse qui vient se défouler en plein centre », et s'en prend aux politiques : « Doucet et Sarselli, s'ils habitaient où j'habite, je peux vous dire qu'ils auraient bougé depuis longtemps ». Le retraité intime aux responsables de « venir constater par eux-mêmes », « mais ils ont jeté l'éponge, on ne voit quasiment jamais de policiers ».

« Réfléchir à un filtrage nocturne de la voirie aux riverains, clients ou livreurs »

Jean-Stéphane Chaillet, adjoint LR à la Sécurité du 2^e

C'est l'un des problèmes soulevé par les riverains : « le manque de présence policière ». Pourtant, depuis le mois de mars, pas moins d'une cinquantaine de contrôles a été effectuée. Et les chiffres confirment le phénomène : « C'est simple, le vendredi et le samedi soir, on a en moyenne entre 100 et 200 verbalisations par jour », indique l'adjoint à la Sécurité de la Ville, Philippe Prieto (PS).

Reste que la police municipale – dont les tournées s'arrêtent à 2 h 30 – et la police nationale, sursollicitée la nuit le week-end, font souvent défaut « quand les nuisances sont au plus fort », estime Clémence. Pour l'adjoint à la Sécurité de l'arrondissement, Jean-Stéphane Chaillet (LR), « il faut créer une brigade active de 2 à 6 heures, en synergie avec les unités spécialisées, et réfléchir à un filtrage nocturne de la voirie aux riverains, clients ou livreurs ».

Réponse de Philippe Prieto : « On est conscient du problème. Mais on ne peut pas nous accuser de laxisme alors qu'il y a des opérations quasiment tous les week-ends depuis mars. Je ne suis fermé à rien : ni à une extension de la Zone à trafic limité, ni aux patrouilles nocturnes plus tardives. Mais il faut évaluer ce que ça engendrerait sur le reste de la journée ». Une rencontre entre les pétitionnaires et l'exécutif écologiste est prévue début novembre.

● Hugo Francés

« Ils roulent à des vitesses folles, c'est devenu une zone de non-droit »

Sébastien, un riverain

Lyon 2e. D'où vient le nom de la rue de la Barre ?

La rédaction - 17 octobre 2026

Située dans le 2e arrondissement, entre la Presqu'île et le quartier de la Guillotière, la rue de la Barre relie aujourd'hui la place Bellecour au pont de la Guillotière. Dénommée rue du Pont-du-Rhône en 1680, elle devient ensuite la rue de la Barre. Voici son histoire.



Rue de la Barre et de l'Hôtel des postes, Lyon. ©Archives municipales de Lyon

Certains pourraient penser que la rue de la Barre doit son nom à l'ancien maire de Lyon, [Raymond Barre](#). Il n'en est rien. Son histoire remonte à bien avant sa mandature, et est liée au pont qui relie Lyon à la rive gauche du Rhône.

L'ancien pont de la Guillotière était alors bien différent de celui que l'on connaît aujourd'hui. Au XVIII^e siècle, il mesurait près de 526 mètres et arrivait directement dans l'actuelle rue de la Barre. Le lien entre le pont et la rue était donc littéral : c'est à cet endroit que les voyageurs entraient dans Lyon.

Au XII^e siècle, il n'y a qu'un seul pont qui enjambe le tumultueux fleuve. Petit et peu robuste, celui qui se nommait le pont Saint-Hélène aurait connu sa première déconvenue, lors du passage des troupes de Richard Cœur de Lion. Sous leurs poids, le pont céda.

Maintes fois emporté par les crues et les inondations, l'ouvrage a été reconstruit à de multiples reprises au fil des siècles. Ce que l'on appelle aujourd'hui le pont de la Guillotière est, lui, bien plus récent : gravement endommagé par les Allemands lors de leur retraite en septembre 1944, il fut démoli en 1952, avant qu'un pont entièrement nouveau, conçu par l'architecte Pierre Bourdeix, ne soit achevé en 1958.

Une « barre » pour faire payer l'entrée

Tout commence pour la rue de la Barre au XIV^e siècle. Lyon est officiellement rattachée à la couronne française en 1312 [par le traité de Vienne](#). En 1320, le roi Philippe V, dit « le Long », roi de France et de Navarre de 1316 à 1322 (second fils de Philippe le Bel) instaure un droit d'octroi pour financer l'entretien du seul et unique pont qui relie la Ville à sa rive gauche. Les marchands et voyageurs devaient s'acquitter d'une taxe pour entrer dans la ville.



La rue de la Barre en 1834 par Joseph-Vézien Desombrages. © Gadagne – MHL – Photo de Pierre Aubert

La date exacte de ce droit varie toutefois selon les sources. Les archives municipales de Lyon, dans leur fichier des voies, font remonter le droit à 1320 et mentionnent la rue elle-même comme attestée dès 1350.

L'Abbé Vachet, dans *À travers les rues de Lyon* (1902), propose une chronologie différente : selon lui, la rue existait déjà au XIII^e siècle, mais le droit de barrage qui lui a donné son nom ne daterait que du début du XV^e siècle. « *Le barrage était un droit d'entrée, établi par lettres patentes du roi, en 1409, qui se payait en cet endroit, au commencement du pont et pour son entretien, par ceux qui voulaient le traverser* », écrit-il.

Le montant du péage était indiqué sur une « barre », sorte de barrière qui ne se levait qu'après paiement de l'impôt. La rue a porté plusieurs noms avant de devenir la rue de la Barre : elle aurait notamment été connue sous celui de rue du pont du Rhône, avant d'être rebaptisée en hommage à son passé douanier.

Une rue qui a abrité d'illustres personnages

Au n° 15 de la rue de la Barre étaient installés les ateliers de photographie d'Antoine Lumière, père des deux précurseurs du 7^e art, [Auguste et Louis Lumière](#). Là, il proposait notamment des photographies de nuit à l'aide d'un procédé de lumière artificielle.

Au n° 16 résidait Agricola Perdiguer, compagnon menuisier, écrivain et député, connu notamment pour ses ouvrages consacrés au compagnonnage.

Gallien Pernaudet

Marché de Noël à Lyon : les dates dévoilées, Bellecour toujours écartée

Éline Dany - 12 octobre 2026 mis à jour le 13 octobre 2026

Le marché de Noël de Lyon fera son retour place Carnot, dans le 2^e arrondissement, du 20 novembre au 24 décembre 2026.



Chalets en bois du marché de Noël de la Place Carnot © DR

Le calendrier est fixé. Sortez les bonnets, les écharpes et préparez vos listes de cadeaux : le marché de Noël de Lyon ouvrira ses portes le 20 novembre 2026, place Carnot, dans le 2^e arrondissement, et accueillera les visiteurs jusqu'au 24 décembre.

Installé à proximité de la gare de Perrache, l'événement retrouvera ainsi son emplacement habituel pour la période des fêtes de fin d'année.

Des artisans et des produits locaux à l'honneur

Pour cette édition 2026, le marché de Noël entend une nouvelle fois mettre en valeur les savoir-faire des artisans et des producteurs. Les visiteurs pourront y découvrir des décorations, des jouets, des accessoires et différentes spécialités du terroir, ainsi que des produits destinés à garnir les tables des fêtes.

Un espace sera également consacré aux créations portant le label « [Fabriqué à Lyon et ses alentours](#) ». L'occasion de découvrir des réalisations d'artisans du territoire et de privilégier des cadeaux locaux pour Noël.

Le marché fera aussi une place aux associations solidaires et aux structures d'insertion, avec des chalets destinés à faire connaître leurs actions et leurs initiatives.

Une installation maintenue place Carnot

L'idée de déplacer le marché de Noël sur la place Bellecour n'est pas pour cette année. Pour rappel l'année dernière [une pétition pour installer un marché de plus grande ampleur](#), avec près de 300 chalets, avait recueilli plus de 15 000 signatures.

Pour l'heure, rien ne change pour l'édition 2026 : les chalets resteront place Carnot.

Marché de Noël de Lyon, place Carnot, Lyon 2^e.

Du 20 novembre au 24 décembre. Ouvert de 11 heures à 20 heures du lundi au jeudi, jusqu'à 22 heures le vendredi, de 10 h 30 à 22 heures le samedi et de 10 h 30 à 20 heures le dimanche.
[Gratuit.](#)

La Tribune – 13 octobre

Lyon. Avec son projet de marché de Noël à Bellecour, il veut rivaliser avec Strasbourg

La rédaction - 13 octobre 2026

Théodore Lafond imagine un parcours festif des Terreaux jusqu'à la place Carnot avec un grand marché de Noël place Bellecour. Selon lui, les retombées se chiffrent à 100 millions d'euros par an.



Visuel fait par intelligence artificielle du marché de Noël place Bellecour © DR

Alors que le [calendrier du marché de Noël](#) est annoncé pour l'hiver 2026 sur la place Carnot (Lyon 2^e), l'auteur de la pétition pour son déplacement place Bellecour reste mobilisé. Théodore Lafond et son agence Gentview annoncent des retombées de 100 millions d'euros par an, soit un milliard de profits en dix ans.

La place Bellecour offrirait « *davantage de visibilité, de centralité et de capacité d'accueil* » que la place Carnot, jugée trop limitée « *au cœur d'une métropole de plus de deux millions d'habitants* », indique la [pétition en ligne](#), ayant recueilli 15 000 signatures depuis son

lancement en septembre 2025. Le marché pourrait passer à la vitesse supérieure et atteindre 1,2 à 1,5 million de visites cumulées, contre environ 500 000 visiteurs annoncés actuellement pour Carnot.

Des retombées financières calculées à partir du marché de Strasbourg

Le résultat serait de 100 millions d'euros par an. Le calcul repose sur les 74 euros dépensés en moyenne pour une visite au marché de Noël de Strasbourg, dont l'envergure est comparable à ce que pourrait être un marché à Bellecour, appliqué à 1,4 million de visites anticipées.

Lire aussi : [Déplacer le marché de Noël de la place Carnot à Bellecour, pour ou contre ?](#)

Il s'agit donc du double de ce qui avait été annoncé en premier lieu. Les premiers chiffres de 30 à 50 millions d'euros correspondaient à une estimation comparative entre Carnot et Bellecour.

Gentleview indique à *Tribune de Lyon* que ce n'est « *pas un chiffre définitif* » et demande une étude indépendante. Les retombées incluraient les chalets, mais aussi les commerces, restaurants, hôtels, transports et parkings.

Un marché à grande échelle

La question n'est pas limitée à la place Bellecour. L'agence avance l'idée d'un parcours continu, de la place des Terreaux au nord, en passant par Bellecour au centre, jusqu'à Carnot au sud. Elle suggère aussi que la place Carnot garde ses illuminations jusqu'à la fin des fêtes, pour entretenir le parcours au profit des commerçants de la rue Victor-Hugo.

Ce parcours permettrait de répartir les visiteurs sur l'entièreté du deuxième arrondissement, et éviter un cluster place Carnot.

L'agence insiste sur le caractère collectif de la démarche. Elle ne cherche pas à s'« *autoproclamer organisateur* », mais à ouvrir le débat et à soumettre une réflexion à la Ville.

Un nouveau marché lancé au printemps 2027 par la Ville

« *Un nouveau marché public sera lancé à la fin du printemps 2027 afin de préparer les prochaines éditions. À ce stade, le site prévu est toujours la place Carnot, comme cela est le cas depuis près de 30 ans. La place Bellecour fait notamment partie des sites étudiés, [à la demande du maire de Lyon](#)* », rappelle la Ville de Lyon.

« *Il ne s'agit pas seulement de déplacer quelques chalets* », résume Gentleview, mais de bâtir un parcours de Noël « *plus cohérent, plus visible et plus bénéfique* » pour les habitants et les commerçants de la Presqu'île.

Mathys Bollini

Lyon 1er

Olivier Témime revient en quartet au Hot Club

Il y a deux ans, jour pour jour, Olivier Témime dévoilait en avant-première au Hot Club le répertoire de l'album « *Marcenay* », accompagné du sorcier de l'orgue Hammond Emmanuel Bex et du batteur Simon Goubert.

Le saxophoniste à la crête iroquoise poursuit l'exploration musicale de son village bourguignon d'adoption avec « *Marcenay encore* », second volet d'un triptyque singulier. Aux côtés du pianiste Étienne Deconfin, du contrebassiste Sylvain Romano et du batteur Antoine Paganotti, trois complices de longue date, Olivier Témime décroïssonne les styles musicaux en faisant se télescoper Mireille Mathieu, Roland Kirk, Michel Sardou.

L'imprévisible mène la danse. La mémoire populaire dérailie joyeusement en se frottant à l'inventivité et la liberté du jazz contemporain. Plus que jamais le saxophoniste affirme son



Olivier Témime le saxophoniste à la crête iroquoise.

Photo Frédéric Bruckert

goût pour les chemins de traverse.

● **F. B.**

Mercredi 21 à 20 h 30 Hot Club 26
rue Lanterne Lyon 1er - Tarifs : 5 à
9 € - Tél. 04 78 39 54 74

Lyon 2E

Spectacle de Sophie Cattani et Peshawa Mahmood

Spectacle intitulé "À ce stade de la nuit" de Maylis de Kerangal : une nuit d'octobre à Lampedusa, une femme entend à la radio ce nom aux résonances multiples... (mise en scène : Antoine Oppenheim et Sophie Cattani). Les jeudis, vendredis et samedis à 19h30 et les dimanches à 16h30. Jusqu'au dimanche 18 octobre. *Théâtre des Marronniers*. 7 rue des Marronniers. 17 €. 15 € (tarif groupe) et 13 € (tarif réduit). Tél. 04.78.37.98.17. Réservation au 04.78.85.39.81 jusqu'au 08 octobre 2026 (inclus). Lieu/site internet pour la réservation/l'inscription : <https://theatre-des-marronniers.Com/>

Lyon

À ce stade la nuit adaptée sur scène au théâtre des Marronniers



À ce stade de la nuit, à voir au théâtre des Marronniers. Photo Guillaume Bosson

Antoine Oppenheim et Sophie Cattani de la Compagnie Ildi ! Eldi proposent au Théâtre des Marronniers une remarquable adaptation scénique du texte de Maylis de Kerangal, *À ce stade la nuit*.

Sophie Cattani offre une saisissante interprétation de ce court roman qui revient sur les différentes représentations qu'évoque le nom de Lampedusa pour l'écrivaine.

En premier lieu, c'est le film de Luchino Visconti, *Le Guépard*, inspiré par le roman éponyme de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, qui est rappelé. Tandis que sont projetées sur un grand écran en fond de scène des images tirées du chef-d'œuvre de Visconti. Elles sont analysées avec beaucoup de finesse.

C'est ensuite une réalité plus

tragique qui est rappelée : le naufrage, une nuit d'octobre 2013, au large de l'île, d'un bateau de migrants africains. Avec plus de 350 disparus à déplorer. L'écran devient alors le support d'un dessin de l'artiste exilé Peshawa Mahmood. Il y réalise une peinture unique. On distingue le visage douloureux des exilés frappés par la tragédie.

Tandis que la comédienne s'approprie chaque mot, chaque intonation du texte. Elle en restitue toute la musicalité et la force émotionnelle. Magnifique !

À ce stade de la nuit, du 8 au 18 octobre, tarifs de 8 à 17 €, Théâtre des Marronniers, 7, rue des Marronniers. Lyon
2e. 04 78 37 98 17. www.theatre-des-marronniers.fr

Lyon 2e. Brume accueille la cuisine de Norbert de la télé

François Mailhes - 16 octobre 2026

Accueilli chez Brume depuis début septembre, le chef Norbert Tarayre réalise une cuisine intéressante, mais qui ne plaira pas à toutes les bourses.



L'équipe du restaurant Brume (Lyon 2e) autour de Norbert Tarayre. © Matthieu Delaty

La brasserie chic décontractée Brume vient de virer de bord. La cuisine, jusque-là teintée de touches asiatisantes, est désormais pilotée par [Norbert Tarayre](#), le chef de la télé. Plus marrant que Cyril Lignac, moins gros yeux que Philippe Etchebest, dans Norbert commis d'office, il chasse les « *criminels de la cuisine* ». Notamment le fameux Mathieu, qui inondait de mayonnaise en tube sa version terrifiante des pâtes carbonara.

Quand on a déjeuné chez Brume à l'ouverture, on a retrouvé de la mayonnaise, de la vraie cette fois et au bon endroit, sur des œufs entourés de feuilles de moutarde. Il y avait encore des poireaux vinaigrette détournés en vol (c'est une image, les poireaux n'ont pas d'ailes) avec de l'estragon, des algues et de l'anchois.

Un bistrot « au goût du jour »

Le poulet, en filet, s'ornait d'aubergines rôties et en caviar. Il faisait la planche sur une sauce diable, version bourgeoise du hot ketchup. Pas mal, un peu cher cependant pour du bistrot mis « *au goût du jour* », comme on dit chez Michelin, faute d'imagination.

Nous étions venus un peu trop tôt (troisième jour). La carte n'était pas entièrement construite, le chef exécutif Yoann était absent pour cause de mariage. Norbert Tarayre était, lui, bien là — difficile de ne pas entendre sa voix puissante sortir des cuisines — pour mettre

les équipes au diapason de son projet. Nous y sommes donc retournés plusieurs semaines plus tard pour la carte du soir, dont tous les boulons avaient été resserrés.

Norbert n'est plus là, il ne reviendra que deux jours par mois mais « *c'est ma cuisine, c'est ma carte, ce sont mes jus...* », déclarait-il, [interviewé dans Tribune de Lyon](#). Le serveur, pas ampoulé — on est un peu comme au bistrot malgré la déco légèrement design (inchangée) —, vous apporte en amuse-bouche, ou plutôt amuse-gueule en l'occurrence, une réinterprétation très réussie de la cervelle de canut, au mascarpone miné de billes de citron caviar.

Cuisine maligne mais chère

Voilà ensuite, après un temps certain, « *Comme une carotte râpée* ». La carotte a subi une série d'opérations lourdes : en spaghettis fermentés, en large bavaroise au carvi, en vinaigrette. C'est vif, malin, acidulé, très réussi. Le pain de brochet croustillant sur un velouté froid de courgette rappelle avec humour la quenelle, sans la trahir.

Le saumon confit, et poireau rôti, est propulsé par un très adulte jus d'arêtes torréfiées. La mousse au chocolat tiède (émulsionnée au siphon) ramène à l'enfance, on aurait préféré une version plus cacaotée. C'est très bon, malin, mais attention, les tarifs sont élevés.

Brume. 45 rue de la Bourse, Lyon 2^e. 04 78 71 98 31. Fermé dimanche et lundi.

Tarifs. Menus : 30 € (midi), 49 € (soir). Brouilly de chez Piron (12 cl) : 6,50 €.

Notre avis : 4/5